

# éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

MAI 2023

#130

[www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

D 28899 -130- F: 7,50 €



3 782889 907508



**PASCAL BOULANGER,**

PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES PROMOTEURS IMMOBILIERS

“IL NOUS FAUT MAINTENANT DES MESURES TRÈS RAPIDES”

P.14

**IMMOBILIER**  
**RELANCER**  
**LE MOTEUR**  
**AU PLUS VITE !** P.16



→ **GIGAFACTORIES** ET MAINTENANT, LES BATTERIES SOLIDES ? P.28

→ **L'IMT NORD EUROPE** INVENTE UN BÉTON RÉVOLUTIONNAIRE P.42



*de*  
**PROJETER**  
*à*  
**CONCRÉTISER**

**PARTENAIRE DE CEUX QUI FERONT DES JEUX DE PARIS 2024 UNE RÉUSSITE.**

**BANQUE  
POPULAIRE** **+X**

la réussite est en vous



 Communication à caractère publicitaire.

BPCE • Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros • Siège social : 7, promenade Germaine Sablon - 75013 Paris Cedex  
RCS Paris n° 493 455 042 • Crédit photo : Getty Images • ROSA PARIS

## Double vitesse

L'économie régionale est écartelée entre des tendances très contradictoires. D'un côté, des investissements majeurs qui se confirment mois après mois, année après année : la très probable confirmation de la quatrième méga-usine de batteries Prologium Technology (p.28), l'implantation du canadien Li-Cycle, spécialisé dans le recyclage des mêmes batteries, procèdent de ces mouvements de fond. On peut y ajouter un investissement bien français cette fois, le Laboratoire de Fractionnement Biologique (LFB), qui investit plus de 700 M€ dans sa nouvelle usine d'Arras (lire p.32), symbole d'une forme de souveraineté sanitaire. Et pour faire bonne mesure, complétons avec la manne européenne considérable du Fonds pour une Juste Transition (FJT, lire p.25), accompagné

de 325 M€ pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Mais de l'autre, la région est aussi confrontée à de vraies difficultés de pouvoir d'achat, avec des entreprises directement impactées comme tout le secteur du retail textile, celui du bio, l'immobilier tout comme l'intérim. Les défaillances d'entreprise accélèrent du reste fortement dans nos tribunaux de commerce, alors même que les URSSAF n'ont toujours pas relancé leurs procédures d'assignation, gelées depuis la crise Covid... Or ces procédures représentaient auparavant le tiers des défaillances enregistrées.

### DESTRUCTION CRÉATRICE

Alors, bouteille à moitié vide ou à moitié pleine ? Les deux réalités sont exactes. La transition est entamée à vive allure dans certains territoires comme le Dunkerquois, très conscient de l'acuité des enjeux de la décarbonation. D'autres secteurs ou d'autres territoires semblent davantage en lévitation dans l'attente de mutations lourdes aux conséquences potentielles élevées.

Ce qui est certain en tout cas est que la période ouatée dans laquelle a vécu l'économie française depuis la crise sanitaire et les perfusions permanentes du quoi qu'il en coûte est désormais derrière nous. Le seuil de taux d'intérêt à 3% récemment franchi par les obligations du trésor à 10 ans vient nous ramener à une réalité très crue: l'Etat est financièrement exsangue et le processus de destruction créatrice décrit par Schumpeter est de retour. Gare au réveil difficile alors que les Français ont développé une addiction funeste à la dépense publique. Oubliant qu'il s'agit de leurs impôts...



Photo ©GregLeduc

## sommaire

### TENDANCES 4-13

- Démographie : la cigogne nordiste à la ramasse
- Emploi cadre : les recrutements au plus haut en 2022
- Retail Shake vise une levée de série A en 2024

### GRAND ANGLE 14-23

- Interview Pascal Boulanger, président de la FPI : « *Il nous faut maintenant des mesures très rapides* »
- Logement : relancer le moteur au plus vite !

### TERRITOIRES 24-36

- Bruxelles flèche 325 M€ de fonds « justes » sur nos territoires carbonés
- Gigafactories : et maintenant, les batteries solides ?
- Communication : Becoming en redressement judiciaire

### ENTREPRENDRE 37-42

- Créateur : Tchaomégot transforme les filtres de cigarette en isolant
- L'IMT Nord Europe invente un béton révolutionnaire

### DÉTENTE 46-48

- Anne-Claire Laronde, conservatrice du musée des Beaux arts de Calais : « *rendre le musée accessible* »
- Gastronomie : le Comptoir, une table discrète de grande classe

## À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web ([www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

# éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€ Siret 528 819 485 00038 Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille Tél. : 03 55 33 21 05 [redaction@eco121.fr](mailto:redaction@eco121.fr) [www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
Olivier Verley  
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION  
Olivier Ducuing

JOURNALISTES  
Julie Kiavué  
Guillaume Roussange

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO  
Anne Henry-Castelbou  
Didier Nicolas  
Yann Suty  
DIRECTEUR ARTISTIQUE  
Grégory Leduc

PUBLICITÉ  
Rossel Conseil Médias  
Tél. : 03 20 78 42 34  
[contact@rosselconseilmedias.fr](mailto:contact@rosselconseilmedias.fr)

SECRETARIAT GÉNÉRAL  
Krisztina Bonieux  
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMEUR  
Imprimerie Jean-Bernard  
Groupe Techniphoto  
ZAC de Ravennes les Francs  
Rue d'Amsterdam  
59910 Bondueus

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉGAL : à parution



## EURA-ESS ?

Après Euratech et Eurasanté, pourquoi pas un Eura-ESS ? C'est l'une des propositions portées par l'Institut Montaigne dans un rapport territorial en profondeur réalisé autour de la problématique de l'emploi en métropole. Il préconise ainsi la création d'un site d'excellence dédié à l'économie sociale et solidaire, qui permettrait de mieux intégrer l'ESS aux autres filières économiques stratégiques du territoire.



## 14,4 millions

C'est le nombre de visiteurs qui se sont rendus l'an dernier au centre commercial lillois Westfield-Euralille. Qui a vu son chiffre d'affaires - non communiqué - progresser de 2,2% entre 2019 et 2022. Son directeur Jérémy Desprets ambitionne de gagner encore quelques points de croissance cette année. Sur 64 000 m<sup>2</sup>, Westfield-Euralille héberge 130 boutiques et accueille 1 500 salariés.

## Les Catho d'Europe à Lille

45 recteurs des universités catholiques d'Europe et du Liban seront réunis à Lille du 4 au 6 mai, à l'occasion de l'AG de leur fédération (FUCE). Une première depuis 2003. Le thème de la rencontre porte sur le lien entre les universités catholiques et l'Union européenne, "challenges et perspectives". La Catho lilloise est la plus grande université privée associative à but non lucratif de France.

## Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUS SUR NOTRE SITE [ECO121.FR](http://ECO121.FR)

- 1 **Thierry Marigny devient directeur Orange Grand Nord Est**
- 2 **Automobile : le projet ElectroMob dédié à la formation officiellement lancé**
- 3 **Stéphane Rigaud prend le volant de l'ARIA**
- 4 **Conjoncture : solide mois de mars**
- 5 **In Extenso recrute 90 collaborateurs en région**



©Gregory Hain

## CNRS : UN PICARD DÉCROCHE LE BRONZE

**Jonathan Lenoir**, chercheur à l'université Jules Verne au sein du laboratoire Ecologie et dynamique des systèmes anthropisés, obtient la prestigieuse médaille de bronze du CNRS pour 2023. Ce spécialiste des sciences forestières et de l'étude des impacts des changements climatiques sur la répartition des espèces a notamment démontré des dynamiques bien plus complexes qu'un simple déplacement d'espèces. Il a aussi mis en lumière l'existence de micro-refuges permettant à des espèces de se maintenir dans les zones où le macro-climat n'est plus favorable.



## 1000 PATRONS POUR PLATINI

Le business club fondé par Olivier Talbert va fêter ses 10 ans en fanfare à Lille Grand Palais. Pas moins de 1 000 chefs d'entreprise sont attendus le 16 mai pour écouter le témoignage de Michel Platini.

**INVESTIR DANS LES HAUTS-DE-FRANCE**

*Investissez dans des villes attractives*

## VOTRE FUTUR APPARTEMENT NEUF ÉLIGIBLE LOI PINEL !

Découvrez nos programmes à Lille, Amiens, Arras, Berck, Bondues, Bormes-les-Mimosas, Chantilly, Compiègne, Croix, Dunkerque, Epernay, La-Chapelle-d'Armentières, Lambersart, Le Touquet, Lys-lez-Lannoy, Marcq-en-Baroeul, Marquette-lez-Lille, Mouvaux, St-André-Lez-Lille, Templeuve, Tourcoing, Valenciennes, Wasquehal, Wattignies



**Les Terrasses de la Marque**  
**Marcq-en-Baroeul**  
Appartements T2 au T4



**NAO**  
**Croix**  
Appartements T2 et T4



**Empreinte**  
**Amiens**  
Appartements et maisons  
du 2 au 4 pièces

**DÉCOUVREZ  
NOTRE OFFRE**



**SIGLA  
NEUF**  
GROUPE PASCAL BOULANGER

**FRANCE**  
FÉDÉRATION  
PROMOTEURS  
IMMOBILIERS

**INFORMATIONS & RÉSERVATIONS  
APPELÉZ-NOUS GRATUITEMENT**

**0805 23 60 60**

Service & appel  
gratuits



## LE TOP LE MILLIARD CONQUÉRANT POUR KILOUTOU

Millésime record pour le 3<sup>e</sup> loueur européen Kiloutou. Le groupe nordiste a dépassé la barre symbolique du milliard d'euros de ventes (1,018 Md) en 2022. Un chiffre d'affaires en hausse de 28,4% sur un an et réalisé dans les sept pays européens d'implantation de l'entreprise qui emploie au total 7 000 personnes. Toujours l'an dernier, Kiloutou a posé un pied sur deux nouveaux marchés, le Danemark, suivi du Portugal en novembre dernier, en mettant la main sur les leaders respectifs GSV et Vendap. Kiloutou entend poursuivre son maillage territorial et vient d'acquérir la société Bernard Location. Basée dans l'Ain en région Auvergne-Rhône-Alpes, celle-ci compte 162 salariés, 17 agences et un parc de plus de 2 000 matériels de terrassement et d'élévation ainsi que de 7500 machines d'outillage.



« ICI NOUS N'ALLONS PAS FABRIQUER DES FRAISES TAGADA ! AU BOUT DU BOUT, IL Y A DES PATIENTS »

**Jacques Brom,**  
directeur du LFB, à propos des grandes exigences de production de la future usine pharmaceutique d'Arras (lire page 32).

## LE FLOP DÉMOGRAPHIE : LA CIGOGNE NORDISTE À LA RAMASSE



Le dernier bilan démographique de l'Insee Hauts-de-France est pour le moins alarmant. La région n'a accueilli que 63 700 bébés en 2022, un record ... historiquement bas.

Qui correspond à un recul annuel moyen de 2%, une valeur très élevée en matière démographique. Dans le même temps, le nombre d'enfants par femme s'est lui aussi affaibli de 2,1 enfants en 2010 (niveau de renouvellement des générations) à 1,79 l'an dernier, soit le niveau moyen en France. On relèvera en parallèle que l'âge moyen du premier enfant continue à augmenter, à 30,1 ans, même si la région se situe en-deçà de la moyenne nationale (31 ans). Comme en parallèle le nombre de décès est resté élevé l'an dernier (59 600), le solde naturel se révèle très faiblement positif (+ 4 175 en 2022 à comparer à + 11 500 en 2109)

“UNE GRANDE ENTREPRISE A TOUJOURS ÉTÉ UNE PME À SON DÉMARRAGE !”

**Philippe Beauchamps**

président de la commission économique du conseil régional, lors du lancement du Fonds de Transition Juste (325 M€) dédié aux PME.

"SUR LE PARC, IL Y AURA UNE RÉSIDENCE DE CO-LIVING DÈS CET ÉTÉ, LE PROGRAMME X'PERIENCE D'EIFPAGE ET UNE RÉSIDENCE ÉTUDIANTE STUDENT FACTORY FIN 2024, UN APPART'HÔTEL DE TWIN PROMOTION FIN 2025... ÇA FAIT BEAUCOUP DE LOGEMENTS MAIS NOUS EN AVONS TERRIBLEMENT BESOIN !"

**Anne Voituriez,**

maire de Loos, concernant les grands projets à venir sur le parc Eurasanté.

"ON NE PEUT QUE SOULIGNER L'IMPORTANCE DE SE FAIRE ACCOMPAGNER LORS D'UNE ATTAQUE... LA VILLE SERVIRA DE GAS D'USAGE !"

la plaisanterie

de **Audrey Linkenheld,**

1ère adjointe à la Ville de Lille, à l'inauguration du Campus Cybersécurité début avril en référence à la cyberattaque contre la mairie fin mars.



"QUAND J'ENTENDS MAUBEUGE, DOUAI, DOUVRIIN, J'ENTENDS TOUTE LA COMPÉTENCE ET L'EXPERTISE FRANÇAISE"

**Luc Chatel,**

président de la Plateforme automobile PFA, au lancement du programme de formation Electro'Mob mi-avril.



« IL Y A CEUX QUI AVANÇENT ET CEUX QUI OBSTRUENT. TU FAIS PARTIE DE CEUX QUI AVANÇENT »

l'hommage appuyé de  
de **Laurent Martin,**

directeur général du Crédit Agricole Nord de France au président sortant Bernard Pacory, le 25 avril à Lille Grand Palais.



NOTRE TERRITOIRE À L'AMBITION DE METTRE EN ŒUVRE LE PREMIER HUB FRANÇAIS – ET L'UN DES TOUT PREMIERS EN EUROPE – DÉDIÉ À LA DÉCARBONATION »

**Patrice Vergriete,**

président de la communauté urbaine de Dunkerque, lauréate de l'appel à projets Zones industrielles bas carbone (ZIBac), doté de 27,2 M€.

**9 MAI :** Débat du club Côte d'Opale Synergie « Quelles ambitions pour notre Côte d'Opale ? », 20h, Centre culturel Georges Brassens, Saint-Martin-Boulogne

**10 MAI :** Conférence Ceebios-Euramaterials-Modulatio « Biomimétisme et matériaux : enjeux et opportunités », 17h, IMTD

**12 MAI :** Comité Grand Lille, 8h30, Cité des Échanges

**22 MAI :** Club des repreneurs « Quels financements possibles ? », 10h, CCI Hauts-de-France

**23 MAI :** Salon Agro Hauts-de-France, 9h, Artois Expo

**7 JUIN :** Soirée Invest'Innove, 17h30, siège Banque Populaire du Nord

**8 JUIN :** Rencontres Entreprises et Territoires, 10h-16h, Hippodrome de Marcq-en-Baroeul

**ORANGE GRAND NORD-EST**

A 59 ans, **Thierry Marigny** prend la direction d'Orange Grand Nord-Est. Il succède à Ludovic Guilcher qui devient quant à lui directeur chargé de la mise en œuvre du nouveau modèle d'entreprise



imaginé par Christel Heydemann, Dg. Parisien, diplômé de l'IMT Business School et d'un DESS en télécommunications, Thierry Marigny a été Dg adjoint chez France Telecom au Liban pendant trois ans dès 1998. Puis, en 2001, a créé et dirigé Cityneo, fournisseur de services de géolocalisation, de vidéos et de services communautaires pour les utilisateurs mobiles et Internet. Sept ans plus tard, il rejoint Orange. D'abord comme vice-président marketing mobile (2008), puis comme Dg d'Orange Tunisie l'année suivante. Avant qu'il prenne la responsabilité de la marque Orange groupe en 2012. Depuis 2018, il était Dg d'Orange Jordanie.

**ARIA**

**Stéphane Rigaud**, dirigeant industriel automobile chevronné, prend la suite de Luc Messien comme délégué général de l'ARIA Hauts-de-France. Après 20 ans passés dans le groupe Trèves, dont un



dernier poste de directeur de l'usine Trémois, au Cateau, il a travaillé chez Delzen avant d'intégrer Grupo Antolin, et d'y conduire différentes missions en Europe. Depuis 2007, il était déjà vice-président de l'ARIA. Luc Messien, de son côté, va s'investir dans le projet AMI CMA Electro'Mob, pour y représenter les industriels membres de l'ARIA, précise le président de l'association des industries automobiles régionales Rodolphe Delaunay.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAPITAL PARTENAIRES**

**Amélie Bonnefoy** est la nouvelle directrice des



participations des Hauts-de-France pour la Société Générale Capital Partenaires, société de gestion qui accompagne

le développement et l'accélération de la croissance des PME. Cette Neoma a rejoint la Société Générale il y a 14 ans comme conseiller clientèle entreprises. Trois ans plus tard, elle prend la responsabilité des LBO et crédits bail mobilier, avant d'être nommée en 2013 chargée d'investissements pour les Hauts-de-France et la Normandie au sein de Société Générale Capital Partenaires, son dernier poste.

**BOUYGUES BÂTIMENT NORD-EST**

**Karine Famy**, 49 ans, est nommée Dg adjointe de Bouygues Bâtiment Nord-Est, chargée tout spécifiquement des Hauts-de-France. Maîtresse en sciences économiques et commerce international, elle passe 10 ans au sein du groupe Alstom où elle sera responsable de la supply chain du métro de Varsovie, responsable du projet de la ligne 5 du métro de Shanghai avant de devenir Dg d'Alstom Transport toujours à Shanghai. En 2007, elle pose ses bagages dans le Nord quand elle est nommée directrice du tramway Alstom Citadis. En 2012, elle rejoint Bouygues Construction comme directrice projet. Quatre ans plus tard, elle devient directrice production chez Bouygues Construction, son dernier poste.

**ENTREPRISES ET CITÉS**

**Samuel Tapin** prend la responsabilité du développement et de l'animation d'E&C Tech d'Entreprises et Cités. Ce maître en administration des affaires a débuté en 2006 chez Euratechnologies



comme responsable d'incubation, avant de prendre la direction de la verticale retail Blanchemaille dix ans plus tard. Depuis un an, il est conseiller en entrepreneuriat, innovation et stratégie.

**DISPARITION**

Antonio Molina, dirigeant du groupe lillois Mäder, est décédé des suites d'un infarctus soudain, à Madrid, à l'âge de 82 ans. Ce capitaine d'industrie hors normes a eu une vie entrepreneuriale très riche qui l'a conduit aussi bien en Afrique que chez Secafi-Alpha. En 1993, cet ingénieur de nationalité espagnole rachète une entreprise de peintures, Corsain, à Marceuil (62), avant d'en faire un groupe mondial de résines et peintures techniques. Ce visionnaire, ardent



défenseur de l'industrie, fut entre autres président du pôle de compétitivité Maud, devenu Matikem puis Euramaterials. Il a fait l'objet d'un livre en 2017, « la course à l'innovation ». Antonio Molina, homme très attachant et chaleureux, était aussi associé d'Eco121 depuis l'origine de notre journal. Toute notre équipe partage la peine de la famille à qui elle présente toutes ses condoléances.

**PORTRAITS EXPRESS****CRÉDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE****Gabriel Hollander**

Un artisan chevronné pour succéder à Bernard Pacory

Après 30 ans de mandats dont pas moins de 12 années de présidence, l'ancien navigateur au long cours Bernard Pacory passe le témoin à la tête de la caisse régionale du Crédit Agricole Nord de France. Un départ célébré en présence du directeur général de CASA



Philippe Brassac et devant 600 personnes à Lille Grand Palais le 25 avril dernier. C'est Gabriel Hollander, chef d'entreprise pendant 35 ans, artisan boucher de son état, qui a été élu pour succéder à Bernard Pacory. Gabriel Hollander, 65 ans, est président de la chambre des métiers et de l'artisanat du Pas-de-Calais depuis novembre 2021 et vice-président du CESER, parmi de nombreux mandats. Dont la présidence nationale de la SIAGI, société de caution mutuelle pour le financement des entreprises, qu'il s'apprête à quitter.

**PRÉFECTURE DU NORD****Fabienne Decottignies**

Une SG aux manettes de France 2030

Sa mission sera capitale pour l'économie du département du Nord. Fabienne Decottignies, secrétaire générale de la préfecture du Nord et sous-préfète de l'arrondissement de Lille, a été désignée pour piloter le déploiement de France 2030 sur le territoire.



Avec pour objectif principal d'accélérer les implantations industrielles au quatre coins du département. Elle devra également mobiliser les acteurs départementaux pour la détection des projets, faciliter l'accès des entreprises et participer aux instances régionales de pilotage du plan.

Diplômée de Sciences Po Lille, la Tourquennoise a fait ses premières armes à Paris. Entre 2007 et 2015, elle a été cheffe du bureau du budget au ministère de la santé ou encore du bureau à la préfecture de police de Paris. Dès 2015, retour dans le Nord pour deux ans pour prendre la direction du cabinet de la préfecture de l'Oise. Avant de repartir dans la capitale lorsqu'elle est nommée cheffe du bureau de la gestion du corps préfectoral au ministère de l'intérieur. Elle rejoint la préfecture du Nord à l'été 2022.

## MERCEDES EQE SUV

# Le luxe électrique au format crossover

**L**uxe, calme, volupté... et zéro émissions. Le dernier SUV EQE lancé par Mercedes affiche de grandes ambitions. Son design d'abord, présente des lignes pures et élégantes, avec une belle aérodynamique en harmonie avec sa propulsion électrique, pour une longueur de 4,86 m. L'univers de la marque à l'étoile se retrouve au sein d'un habitacle généreux, aux matériaux de très belle facture et riche de tout l'environnement technologique et connecté de Mercedes. A commencer par la fameuse planche de bord hyperscreen futuriste. Mais aussi tous les dispositifs d'aides à la conduite et systèmes de pointe. Exemple : l'affichage « tête haute », l'assistant vocal MBUX ou encore les optiques « digital light » qui affichent des messages sur la chaussée. On notera aussi un volume de chargement très significatif de 520 litres qui peut être porté à plus du triple.

Côté mécanique, l'EQE SUV est proche de la version berline EQE dont il partage les mêmes batteries (90,6 kWh) et les mêmes groupes motopropulseurs. Avec des performances renforcées par divers modes de récupération d'énergie, mais aussi une pompe à chaleur de série, parmi d'autres innovations. Ce SUV électrique affiche au final une autonomie jusqu'à 590 km dans sa version 350+. Une prise de recharge rapide permet 80% de recharge en 32 minutes.

On l'aura compris, Mercedes dégage ici un crossover électrique de premier plan qui marque une nouvelle étape et établit sans doute un nouveau standard. Sûrement de quoi séduire largement un public tout à la fois sans concession sur les performances et soucieux de la planète.



### Le EQE SUV en bref

- ▶ 4,86 m de long
- ▶ Différentes versions : 350+ (moteur arrière de 292 ch), 350 4Matic (double moteur avant et arrière de 292 ch) ou 500 4Matic (408 ch) et 43 4Matic (476 ch).
- ▶ Autonomie : Jusqu'à 590 km (cycle combiné WLTP)
- ▶ Recharge rapide : 80% en 32 minutes
- ▶ Volume de chargement : de 520 à 1675 litres
- ▶ Prix : à partir de 93 150 €

# Emploi Cadre les recrutements au plus haut en 2022

Avec plus de 18 000 embauches, l'emploi cadre régional a été particulièrement dynamique l'an dernier. Mais ne devrait pas réussir à tenir le choc cette année.



**L**e marché de l'emploi cadre s'est clairement joué de la crise l'an dernier. 2022 est même synonyme d'un nouveau record pour les Hauts-de-France : pas moins de 18 800 embauches de cadres ont été réalisées sur l'année. Des recrutements en hausse de 16% par rapport à 2021, selon la dernière enquête de conjoncture de l'Apec. Notre dernier record datait de 2019 avec 18 040 nouvelles embauches. Fin 2022, les Hauts-de-France employaient ainsi 246 760 cadres, soit 6% des effectifs de l'Hexagone. Dans le détail, le département du Nord a concentré une grande majorité des offres en 2022 (63%), essentiellement localisées dans la métropole lilloise, suivi du Pas-de-Calais et de l'Oise avec 12% des offres chacun. Parmi les 37 000 offres d'emploi diffusées sur le site de l'Apec, les métiers les plus recherchés étaient ceux liés au développement informatique, à l'audit et à l'expertise comptable. Notamment dans les secteurs des services (67%), de l'industrie (16%) et du commerce

(11%), détaille Valérie Fenaux, déléguée régionale de l'Apec. Pour répondre à leurs besoins de compétences, certaines entreprises régionales n'ont pas hésité à jouer la carte de la promotion interne. On en a compté 5 260, poursuit la déléguée régionale de l'Apec, en forte progression sur un an (+38%). Il y a eu 3 360 créations de postes nettes l'an dernier. Là aussi, en hausse significative par rapport à 2021 (+49%). La performance réalisée l'an dernier positionne notre région au quatrième rang des territoires les plus dynamiques. Derrière l'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Mais devant l'Occitanie. Au national, le recrutement de cadres a connu un record historique avec plus de 300 000 embauches en 2022 (+15% sur un an). Avec un nombre de promotions internes inédit : 63 500 sur les 80 200 créations de postes nettes.



## APRÈS L'EMBELLIE, LA PRUDENCE

L'inflation et les taux d'intérêts élevés impactent les plans d'investissement des entreprises. Tout comme les risques géopolitiques, l'instabilité bancaire et l'enlèvement des conflits sociaux. Résultat : l'Apec table sur une contraction en 2023 avec 17 740 embauches attendues (-6%). « Il y a beaucoup d'incertitude mais le volume global reste tout de même élevé et proche de celui d'avant-crise », précise Valérie Fenaux. Selon qui ce recul est essentiellement lié à l'industrie automobile, agroalimentaire

## Une dynamique qui concerne toutes les régions

> Évolution des recrutements de cadres par région

- Évolution 2021-2022
- Nombre de recrutements 2022
- Top 5



Source : Apec, 2023

## L'INTÉRIM EN REPLI

Les derniers chiffres de l'emploi intérimaire, indicateur avancé de l'économie, se sont avérés en retrait de 1% au 4<sup>e</sup> trimestre 2022. Alors que leurs effectifs avaient augmenté de 1,6% au trimestre précédent. Ainsi, en fin d'année, notre région employait 70 000 intérimaires, soit une perte de 700 emplois en un trimestre. « *L'Aisne subit la perte relative la plus importante : -2,6% (150 intérimaires de moins) tandis que le Nord enregistre le recul le plus conséquent en valeur absolue avec 550 postes en moins soit -1,8%* », précise l'Insee dans sa note de conjoncture. Les effectifs sont également en retrait dans le Pas-de-Calais (-1,6%) et dans la Somme (-1,2%). Seule l'Oise affiche une hausse de l'intérim : +3,6%, soit 400 intérimaires supplémentaires.

ou encore la chimie qui révisent leurs prévisions à la baisse.

De même que l'industrie textile qui prévoit des recrutements en baisse de 6%. Ceux-ci seront également en retrait dans la distribution généraliste (-9%) et spécialisée (-12%). Néanmoins l'industrie restera le secteur, après les services, qui réalisera la majorité des recrutements cette année.

Comme à l'accoutumée, le Nord aspirera une grande partie des offres d'emploi attendus en 2023. Huit sur dix, selon l'Apec, soit 14 150 offres. Et six embauches sur dix se feront au sein des Pme régionales.

### LES JEUNES PLÉBISCITÉS

Le commercial, le marketing, les études, la R&D et l'informatique seront les métiers les plus recherchés. La primeur sera donnée aux jeunes affichant entre 1 à 5 ans d'expérience. « *Il arrive que les intentions diffèrent de la réalité*, prévient la déléguée régionale de l'Apec. *Si les entreprises ne trouvent pas les compétences désirées auprès des plus jeunes, elles n'hésiteront pas à aller chercher auprès des plus expérimentés. A savoir ceux avec plus de 20 ans d'expérience* ».

Ces profils ont représenté 7% des recrutements en 2022, alors que les intentions tournaient autour de 5% ■ **Julie Kiavué**

# PEYCE VEUT DEVENIR LA PLATEFORME DE RÉFÉRENCE DES COURSES OUTDOOR



Peyce va-t-elle devenir LA marketplace mondiale dédiée aux courses sportives en extérieur ? La jeune société implantée dans le quartier Euratech s'est bâtie discrètement depuis juillet 2021, à partir du retour des courses post-confinement. Aujourd'hui elle signe un tour de table de 3 M€ avec la famille Amaury (Le Tour de France, le Dakar ou le marathon de Paris), au côté du fonds Super Capital et de business angels. Il faut dire que les fondateurs de Peyce sont eux-mêmes des entrepreneurs aguerris : Ronan Denoual, le président, a notamment lancé les aventures

## PEYCE A DÉJÀ TESTÉ SON CONCEPT AUPRÈS DE 300 COURSES DE RUNNING

start up d'évaluation en ligne Formaeva. Et Pierre-Yves Aubert, ex-KPMG, a pour sa part piloté les programmes d'Euratech. C'est cette équipe - toujours largement majoritaire - qui met aujourd'hui un puissant coup d'accélérateur. La société lilloise a développé une plateforme communautaire au service des

Hospimedia puis Nahimic.

Maxime Delaporte a monté les coursiers normands Kebi.

François-Xavier Le Louarn

était quant à lui à l'origine de la

courses, soit quelque 15 000 événements en France en comptant le running, le triathlon et le vélo. Des manifestations le plus souvent associatives, pesant sur la bonne volonté de bénévoles, et confrontées à la difficulté de rayonner large pour engranger des inscriptions. Peyce recense l'intégralité des courses en France, permet l'inscription en ligne, et se finance par des commissions sur les dossards. En première phase, Peyce a testé son concept auprès de 300 courses de running, qui ont vu leur fréquentation s'accroître de 15 à 50%, avec autant de recettes en plus pour les organisateurs. L'heure est venue d'élargir son terrain de jeu : Peyce s'attaquera cette année au triathlon avant de couvrir le champ des courses cyclistes, en France. L'an prochain, elle devrait viser les marchés voisins. Le potentiel mondial est de 500 000 courses par an. Par sa maîtrise de la donnée, Peyce compte bien générer un gros effet communautaire, pour fidéliser ses membres, mais aussi pour générer des offres de partenaires. Ronan Denoual indique réfléchir déjà à une nouvelle levée de fonds, « pour aller le plus vite possible ».



## Save the date !

### 11 mai

Annnonce des résultats et de l'identité des six lauréats du challenge start up d'i-Trans lors de la journée annuelle du pôle « 2iD : i-Trans innov'Day » organisée à l'IMTD (Famars). Les gagnants bénéficieront d'un an d'adhésion gratuite au pôle de compétitivité i-Trans et d'une promotion et valorisation auprès du réseau de membres et partenaires du pôle.

### 15 mai

Lancement de l'appel à candidature de l'EDHEC Entrepreneurs pour ses différents incubateurs notamment celui basé au campus Jean Arnault à Roubaix. Les fondateurs de start up, diplômés de l'Edhec ou non, ont jusqu'au 14 juin pour envoyer leur dossier. Les lauréats bénéficieront d'un an d'accompagnement durant lequel ils pourront compter sur un réseau de plus de 300 experts RH, finance, marketing ou juridique. Mais aussi d'un mentor personnel, à un accompagnement au financement couplé à un accès à un réseau de plus d'une centaine de business angels et d'entrepreneurs.

Pour postuler : [https://bit.ly/apply\\_cja](https://bit.ly/apply_cja)  
Plus d'info sur : [https://bit.ly/incubateur\\_cja](https://bit.ly/incubateur_cja)

## Dernier kilomètre : Woop veut doubler en 2023

Cette année, la jeune pousse lilloise, spécialiste de l'optimisation de la livraison du dernier kilomètre, pose le pied sur l'accélérateur. Créée en 2019, et déjà à la tête d'une centaine de salariés, Woop ambitionne d'employer le double d'ici fin 2023. Sur tous ses métiers (gestion de projet,



data, marketing, développement logiciel...) et sur ses trois sites, Lille, Bordeaux et Pau. Pour relever le défi, notamment sur l'ardu profil de développeur, l'entreprise d'Alexis Quesney (photo) s'est rapprochée de l'ESN villeneuvoise Elosi. Cette dernière sélectionne pour elle des développeurs peu, voire pas, expérimentés issus d'une reconversion professionnelle. Qu'elle forme ensuite au métier et à l'environnement technique de Woop. Avant de les accompagner en immersion.

Chaque semaine, une dizaine de développeurs intègre ainsi les équipes de Woop en tant que prestataires extérieurs. Mais avec la perspective d'un CDI si le test s'avère concluant.

### 4

C'est le nombre de start up qui viennent de faire leur entrée au bio-incubateur Eurasanté. Elles se nomment NanotherapEX, Remotion, On-Zên et Dyjest. La première est spécialisée dans la nano-encapsulation d'antibiotiques.

La deuxième développe une plateforme numérique pédagogique pour accompagner les praticiens dans leur activité de rééducation fonctionnelle. De son côté, On-Zên équipe les professionnels certifiés du bien-être d'une plateforme pour faciliter la gestion de leur clientèle. Enfin, Dyjest a créé une appli mobile pour permettre aux patients souffrant du syndrome de l'intestin irritable de trouver, grâce à l'intelligence artificielle, le régime alimentaire adapté. Une solution soutenue par des gastro-entérologues et des diététiciens.

## 1M€

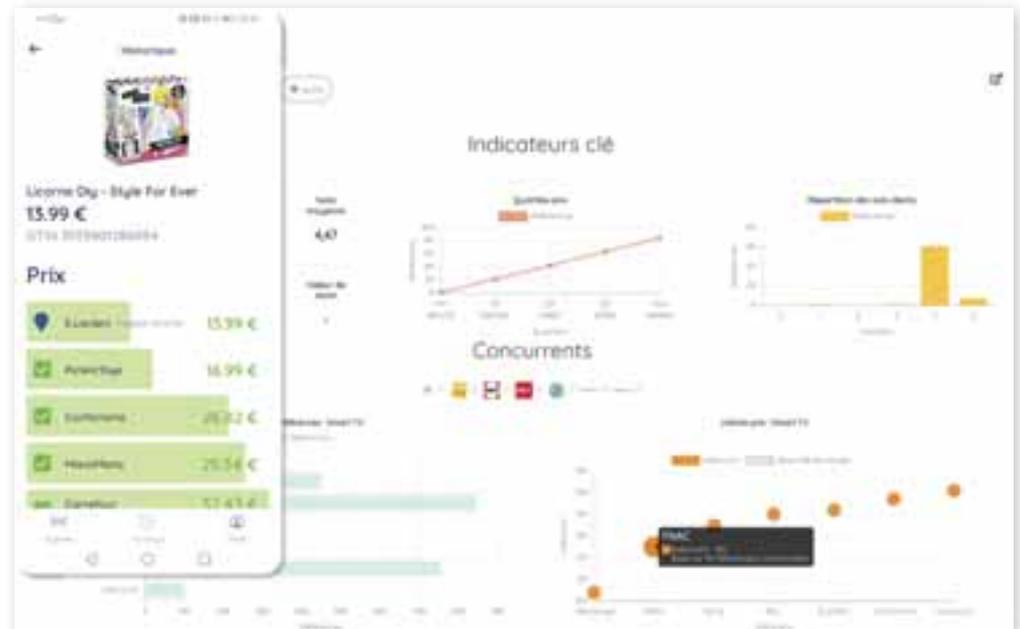
C'est le montant de la levée de fonds annoncée par la toute jeune pousse Rewayz, bouclée auprès de Bpi, d'un pool bancaire et de business angels. Spécialisée dans l'évolution professionnelle, Rewayz accompagne ses clients particuliers et entreprises avec une plateforme développée en interne et personnalisée qui alterne entre ateliers ludiques et échanges visio avec un coach certifié. Rewayz use également d'une intelligence artificielle de « matching affinitaire ». Cette nouvelle méthode de recrutement où la personnalité, les compétences et les motivations des individus priment sur le CV et la lettre de motivation. Fondée en octobre dernier par Yassin Korchi, Kamal Aitichou et Claire Godelle, Rewayz est incubée au Village by CA Nord de France. Elle peut également compter sur le soutien d'Euratech, Hodéfi et du Réseau Entreprendre Nord.

## Boarding for Stanford !

Euratech a annoncé fin avril l'ouverture des inscriptions pour le programme "Innovation & Entrepreneuriat" développé il y a quelques années en collaboration avec l'Université de Stanford. Celui-ci s'adresse aux entrepreneurs, chefs d'entreprise, responsables innovation et marketing ou toute autre profil impliqué dans un processus d'innovation d'une startup, d'une PME ou d'une grande entreprise. Au programme notamment : une semaine à Stanford puis une autre au sein d'Euratech pour apprendre à innover. Avec à la clé, un certificat de l'université californienne. Pour candidater, rendez-vous sur le site Internet de l'incubateur lillois.

## Vivocaz lance son service 100% B to B

La start up Vivocaz (Eco121 n°96), fondée par Jean-Charles Roy à Soissons, muscle son offre. Celle qui est à la tête du carnet de bord digitalisé pour véhicule, afin de faciliter et assurer leur traçabilité, vient de lancer Vivofleet. Ce nouveau service permet aux Tpe, Pme et ETI d'optimiser la gestion de leur flotte de véhicules ; suivi des contrats LOA/LLD, affectation par conducteur ou encore suivi des données d'usage et d'entretien.



# RETAIL SHAKE VISE UNE LEVÉE DE SÉRIE A EN 2024

À l'heure de l'inflation tous azimuts, l'information sur l'évolution des prix constitue une donnée critique. C'est précisément le métier de Retail Shake, société créée il y a cinq ans par Irwan Djoehana.

La société suit aujourd'hui pas moins de 22 millions de produits quotidiennement, au profit de grands comptes aussi variés que Leroy Merlin, Saint Maclou, Norauto, Valeo ou Beauté Privée. Avec un succès certain puisqu'elle indique engranger un à deux nouveaux grands comptes chaque mois.

L'entreprise propose à la fois une forme de photographie de l'espace concurrentiel avec une collecte massive de données par une plateforme big data, la structuration de ces données via l'intelligence artificielle, qui permet de structurer l'information, les marques, les produits et même les produits similaires. Enfin, Retail Shake va exploiter ces informations via des tableaux de bord, des alertes, des calculs d'indices, regardés à la loupe par ses clients notamment par les responsables prix (« price managers »). Retail Shake, qui se rémunère en mode SaaS, a réalisé un chiffre d'affaires de 0,5 M€ en 2022,

qui doit doubler cette année. Accompagné par un business angel, soutenu par Hodefi et par le réseau Entreprendre, Retail Shake a déjà levé 700 K€ depuis 2020 et achève aujourd'hui une nouvelle levée de fonds de 400 K€ avec ses actionnaires historiques. Mais Irwan Djoehana se projette déjà à la phase suivante, avec en perspective une levée de série A en 2024 pour aller chercher 3 à 4 M€. Retail Shake est aujourd'hui freiné par les difficultés de recrutement.

L'entreprise compte 13 salariés. « L'enjeu est de recruter des ingénieurs data, qui sont introuvables aujourd'hui, c'est notre grand drame. On va chercher à Madagascar ou en Ukraine, on teste », explique le dirigeant. O.D.

“L'ENJEU EST  
DE RECRUTER DES  
INGÉNIEURS DATA,  
QUI SONT  
INTROUVABLES”

PASCAL

## BOULANGER

PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES PROMOTEURS IMMOBILIERS DE FRANCE

“IL NOUS FAUT  
MAINTENANT  
DES MESURES  
TRÈS RAPIDES”

RECUEILLI PAR Olivier Ducuing

**Le président national de la Fédération des Promoteurs Immobiliers dresse un tableau catastrophique du secteur immobilier, paralysé entre le taux d'usure, l'immobilisme des élus locaux, l'attentisme des acquéreurs, et les pressions inflationnistes. Il estime nécessaire de prendre des mesures de long terme et immédiates, pour traiter à la fois les problèmes structurels mais aussi la crise d'urgence. Rencontre.**

**On entend de plus en plus de cris d'alarme sur la situation du secteur du logement. Quelle est la réalité de la situation ?**

On est au-delà du cri d'alarme. On est en mode véhicule arrêté sur la bande d'arrêt d'urgence avec les warnings allumés !

**Comment en est-on arrivé là ?**

On a d'abord une crise de l'offre. Depuis les élections municipales de 2020, les maires sont très réticents à signer les permis de construire car ils se sont rendus compte que la population n'en voulait plus. Aujourd'hui, on a une chute totale des autorisations de construction. Certains maires me disent même : je ne peux pas vous délivrer de permis de construire car la population ne l'accepterait pas, mais vous allez le dé-

poser, je ne vais pas le signer, vous allez m'attaquer au tribunal, où je vais perdre, on va me donner l'injonction de signer le permis, au moins j'aurai sauvé la face vis-à-vis de mes administrés.

C'est notamment le cas car plusieurs maires emblématiques comme Gérard Collomb ou Alain Juppé dont le dauphin s'est fait battre par des élus écologistes. Avec comme conclusion : si tu es un maire bâtisseur, tu es un maire battu ! La population ne veut plus de construction, c'est le syndrome NYMBY : *not in my backyard*. Là dessus, la guerre en Ukraine a débuté en février 2022. Avec cette fois une crise du prix de revient. Quand ils lancent leurs programmes, les promoteurs savent à quel prix ils vont construire leur immeuble. Ils n'attendaient pas les réponses aux appels d'offres pour lancer les commercialisations. Aujourd'hui, en moyenne une opération sur cinq ne sort plus car la rentabilité économique ne le permet plus. Les promoteurs préfèrent attendre des jours meilleurs.

**L'offre est donc à l'arrêt, mais la demande est toujours là, non ?**

Le besoin est là. Mais il est arrivé quelque chose qu'on n'a pas vu arriver, c'est d'abord un ralentissement en juillet-août, une baisse en septembre. Et depuis le 1er décembre, il ne se passe plus rien ! La demande est bien plus faible avec environ 35% en moins. Et on observe un niveau de désistement jamais vu. Ce niveau est en moyenne longue de 13%. Il est passé en 2022 à 27%. Et depuis le premier décembre, on a dépassé les 50%!

**Comment explique-t-on ce soudain revirement ?**

Les clients sont un peu inquiets, ils viennent moins. Il y a moins de réservation car il y a moins d'offres aussi. Mais malgré une offre en recul, on continue quand même à voir notre stock d'appartements à la vente progresser car on ne vend plus rien !

La moitié des désistements relève d'un phénomène psychologique, dans le délai légal de 10 jours. L'autre moitié, c'est le fait des banques qui, à cause du taux d'usure, ne peuvent pas prêter.

**La mensualisation du taux d'usure devait apporter une réponse...**

Une grande banque régionale me disait qu'en moyenne elle prêtait 100 M€ de crédits acquéreurs par semaine. Mais aujourd'hui elle a placé un seuil à 30 M€ par mois, c'est divisé par 14 ! A cause du taux d'usure les banques prêtent quasiment à perte. Avec la mensualisation du taux d'usure, c'est moins pire. Mais de toute façon il y a eu ces derniers mois une inflation de crédits acquéreur qui allait plus vite que le calcul du taux d'usure trimestriel voire mensuel. Aujourd'hui, ça se calme un peu. Mais les conditions imposées aux banques par le gouverneur de la Banque de France restent encore à ce jour (interview réalisée le 13 avril) en-dessous du prix de revient : les banques n'ont aucun intérêt à prêter à des acquéreurs qui empruntent sur 15 ou 20 ans car ce sont des pertes sur 15 ou 20 ans. Le tableau est catastrophique.

**La sévèrisation constante des normes est-elle un élément aggravant selon vous, ou un mal nécessaire ?**

Voilà très longtemps que je dis dans mes différentes fonctions que le mieux est l'ennemi du bien. Pour les normes énergétiques comme le RE 2020, l'Europe est la zone la plus exigeante et au sein de l'Europe, la France est encore plus exigeante... Chaque fois qu'on publie une norme, sur la taille des logements, la réglementation énergétique, thermique, ça part d'une bonne idée, mais à chaque fois cela a un coût. Ça se passait bien quand on avait des taux d'intérêt bas ou nuls. Aujourd'hui, il ne faudrait pas confondre l'accessoire et le principal, qui est quand même de loger nos concitoyens. On a voulu avoir un modèle de perfection. Le problème c'est que plus personne n'a les moyens de se l'acheter et c'est là que cela devient dramatique. Quand les taux d'intérêt étaient bas, qu'il n'y avait pas la crise des matériaux, ça passait. On râlait déjà. Mais aujourd'hui, j'ai titré mon dernier édito « *le malade chronique arrive aux urgences* »... Certains promoteurs sont en insuffisance respiratoire.

**Les pouvoirs publics ont-ils pris conscience de l'acuité du problème ? Le secteur immo-**



qui a réussi à stopper les projets mais à les faire sortir. L'idée serait que jusqu'à 280 logements, le maire ne touche rien, mais à partir du logement suivant, il y aurait un partage de la TVA avec Bercy, qui ne serait donc pas perdant dans l'histoire.

Une autre mesure de long terme que j'appelle de mes vœux, c'est une pause normative : les entreprises du bâtiment viennent nous voir parfois pour nous dire qu'elles ne sont même pas sûres d'y arriver techniquement ou financièrement... Il faudrait instituer une servitude de densité minimale : que les PLU doivent être considérés comme un minimum garanti, car les élus s'amuse parfois à rabaisser la constructibilité... Je demande aussi la reconnaissance d'un statut du bailleur professionnel, qui pourrait amortir son bien comme un entrepreneur. Ce ne serait plus une niche mais un *modus operandi*, un métier.

#### Et pour les mesures d'urgence ?

La sortie mensuelle du taux d'usure s'arrête normalement au 30 juin. Pourquoi ne pas prolonger au moins jusqu'au 31 décembre ? Il faudrait aussi assouplir les conditions d'accès au crédit notamment pour les propriétaires investisseurs. Or on compte l'investissement immobilier dans les 35% d'endettement. On devrait le neutraliser. Je préconise aussi le retour au Pinel classique et l'abandon du Pinel + qui ne marche pas du tout. C'est trop compliqué, les logements sont trop grands.

Autre exemple : en 1993-94, sous Balladur, tout appartement neuf acheté sur une période donnée était exonérée de droits de succession. Ce qui permettait à des gens d'acheter en empruntant et de faire une donation à leurs enfants dès le lendemain. Sous Nicolas Sarkozy, la déduction de 25% des intérêts d'emprunts avait été remise pour les accédants. On pourrait le refaire sur une période limitée.

#### Même si plusieurs de ces mesures devaient être adoptées, il y a un effet d'inertie. Ne risque-t-il pas d'y avoir de la casse dans la profession ?

Oui et non. On sait que CDC Habitat et les bailleurs sociaux, Action Logement, se préparent à faire comme en 2008, aider à déstocker des programmes. Si ça continue et qu'on ne fait rien, face à des promoteurs qui doivent normalement faire des milliers de logements par an mais sont quasiment à zéro fin mars, ce n'est pas possible. Un logement moyen en France, c'est 250 K€ hors taxe. Le promoteur qui a plusieurs centaines de logements de retard, vous voyez l'impact !

#### En 2008, l'Etat avait encore des moyens. Aujourd'hui beaucoup moins...

Vendre aujourd'hui des logements neufs exonérés de droits de succession, en empruntant, cela génère des rentrées de TVA pour l'Etat, qui ne se prive de droits que pour dans 20 ans. Bruno Le Maire me dit qu'il ne faut pas toucher à la TVA. Mais les mesures que je propose ne coûtent rien à l'Etat. J'ajoute que construire c'est bon pour la planète : les logements qu'on bâtit aujourd'hui sont 5 fois moins énergivores qu'il y a 30 ans.

#### bilier est stratégique...

Je tire la sonnette depuis mon élection en juillet 2021. Aujourd'hui, il y a prise de conscience totale de la situation, la preuve c'est qu'Elisabeth Borne comme Emmanuel Macron ont créé un CNR sur le logement. Ça va dans le bon sens. Mais mon patient est aux urgences. On ne traite pas un diabète classique comme une insuffisance respiratoire. J'ai dit au ministre du logement : « *Il nous faut maintenant des mesures très rapides. J'ai des promoteurs qui font des mois négatifs avec plus de désistements que de réservations. Il faut donner tout de suite l'envie de revenir dans nos prix de vente, de racheter du logement, et trouver des solutions pour que ces taux de désistement reviennent à des chiffres normaux.* »

#### Quid dans la région Hauts-de-France ?

La région Hauts-de-France a des chiffres encore

moins bons qu'au niveau national. Les réservations nettes ont baissé de 59% en mars par rapport au même mois de 2022, et février était en recul de 56%... Et il ne faut pas oublier que 2022 était déjà une *annus horribilis*, pire que 2020, année Covid...

#### Quelles mesures rapides permettraient de redonner de l'air à la profession ?

J'ai besoin de deux dispositifs, pour la maladie chronique et pour l'urgence. Sur le premier point, je propose de flécher une partie de la TVA immobilière au-delà d'un certain niveau vers les maires bâtisseurs. C'est du gagnant-gagnant. Prenons une ville moyenne qui réalise 300 logements par an, mais qui n'y a plus intérêt, les voisins râlent. Le chantier, c'est la poussière, l'encombrement, puis quand les logements arrivent, il n'y a plus de place dans les écoles ou les crèches. Il faudrait que le héros ne soit plus celui

Grand prix régional et national 2022 de la FPL, le programme Sensorium accueillera entre autres 135 logements à la Madeleine. Une opération signée Sogeprom-Projectim et Bouygues Immobilier attendue fin 2024.



TEXTES Olivier Ducuing et Julie Kiavué

DOSSIER

# LO GE MENT

Le secteur immobilier est encalminé. La construction est en berne, les prêts en panne. Le logement s'est installé dans une grande atonie. Conscient de l'acuité du problème, le gouvernement annonce un assouplissement de l'accès au crédit. Il est temps. Car la demande est toujours forte. Si certains segments du marché comme le haut de gamme ou la résidence secondaire résistent bien à la morosité, il est urgent de desserrer l'étoupe.

**G**ros temps pour le secteur immobilier. Toute l'Europe est concernée. L'alignement parfait des planètes – adossé à des prêts très bas – avait alimenté jusque là une croissance spectaculaire. Dans une atmosphère d'expansion forte, les hausses de prix comme le renforcement permanent des normes étaient absorbées peu ou prou. Mais après les années fastes, le coup de frein est brutal, en France comme en Europe. Les taux d'intérêt sont repartis en flèche, tout comme les coûts de construction et de l'énergie, tandis que les pressions sur le foncier se poursuivent, entre le zéro artificialisation nette (ZAN) et la frilosité croissante des élus à construire. Et si le taux d'usure trimestriel, qui avait tétanisé les crédits, est aujourd'hui fixé mensuellement, ce n'est pas encore de nature à réinsuffler sa dynamique au marché. « On a du mal à trouver des maires bâtisseurs au- »

*Relancer  
le moteur au plus vite !*

# Repensons l'Immobilier

Fort de notre succès en Belgique depuis 2017, avec près de **40 agences et plus de 200 collaborateurs**, notre réseau d'agences immobilières **accélère son développement en France**



En janvier 2023, notre première agence française ouvrait ses portes à **LILLE**, suivie par celle de **ROUEN** puis celle de **COLOMBES**

**NOUVEAU** Très prochainement, c'est en plein coeur de la ville d'**AMIENS** que **nous ouvrirons notre quatrième agence, dans les Hauts-de-France !**

Boostez la performance  
de votre agence grâce  
au marketing digital

Plus d'informations sur notre offre  
en scannant le code ci-dessous



ou en vous rendant directement  
sur notre site [weinvest.fr/eco121](https://weinvest.fr/eco121)



Les promoteurs Groupe Duval et ADIM bâtissent en plein coeur de Lille 60 000 m<sup>2</sup> de bureaux et de tours de logements, en lieu et place de l'ancien bâtiment Forum. La partie dédiée aux logements devrait être livrée début 2025.



Le programme immobilier Quatuor à Marquette-Lez-Lille né d'une co-promotion entre Sogeprom Projectim et Loger Habitat, prévue fin 2024.



Le programme immobilier neuf Quintessence proposera 51 logements du T2 au T4 disponibles fin 2024 selon le calendrier du promoteur Sofim.

→ *jour d'hui. Dès qu'on veut construire un immeuble de 4 ou 5 étages, il y a une levée de boucliers* », confirme Sébastien Hughes, fondateur du cabinet Axiome Notaires et ancien député, qui déplore une loi ZAN uniforme qui ne tient pas compte des spécificités du territoire. « *Dans nos petites communes et villages, il faut que ça vive* », juge-t-il, en appelant à une vraie politique du logement pour relancer ce secteur stratégique. « *Depuis 2017, il n'y a pas eu de dispositif nouveau* » estime-t-il. La prise de conscience semble claire du côté du gouvernement. Fin avril, il annonçait travailler à l'assouplissement du crédit, notamment en direction de l'investissement locatif et de la résidence secondaire. Car les besoins sont très importants. Dans l'agglomération de Dunkerque, le président de la CUD Patrice Vergriete s'arrache les cheveux face à la remontée démographique et les perspectives d'emploi à venir. La conurbation s'attend à 16 000 créations d'emplois avec les récentes implantations, c'est autant de population qu'il faudra loger, alors que les acteurs privés comme les bailleurs sociaux restent encore frileux, même si un groupe belge, Thomas & Piron, vient de signer une première opération à Tétéghem (lire p.23). « *La ville a du foncier disponible, on peut densifier intelligemment. Mais c'est un vrai défi, il faut 8 ans pour le moindre pro-*



©B. Grossmann

**"IL Y A TRÈS PEU D'OFFRES POUR ÉNORMÉMENT DE DEMANDES"**

**Jean Boutoille, Square Habitat**

*gramme. Il faut accélérer la transformation de la ville, ce n'est pas le bon rythme* », juge Patrice Vergriete. Le PLU de l'agglomération prévoit déjà la construction de 750 logements neufs par an, « *mais il faudra sans doute revoir à la hausse* », estime l'élu du littoral.

**MARCHÉ EN SABLIER**

Le marché immobilier connaît un grand attentisme, mais certains segments du marché résistent encore bien. « *Le marché s'est organisé en forme de sablier* », analyse Philippe Depasse, directeur général délégué aux régions chez Sogeprom. « *Il reste actif dans la résidence secondaire, dans le haut de gamme et de l'autre côté dans les premiers prix, dans les quartiers de renouvellement urbain où la TVA est réduite à 5,5%. Et tout le secteur du BRS échappe à la morosité* ». Le BRS, autrement dit Bail Réel Solidaire, est une innovation récente dans certaines métropoles dont Lille, qui permet de dissocier le foncier des murs, et de trouver du coup un équilibre économique à des opérations qui ne seraient pas possibles sans ce montage. De même les projets éligibles au prêt à taux zéro (PTZ) et à la TVA à 5,5% (zones ANRU et quartiers politique de la ville) retrouvent un grand intérêt : un acquéreur va pouvoir acheter par exemple un bien à 220 K€

# Résidence étudiante

INVESTISSEZ EN LMNP

PROGRAMME DELLA BATTAGLIA

Logements étudiants (LMNP)

Au cœur du quartier Montebello et au pied du métro, cette résidence étudiante propose à la commercialisation des appartements étudiants en LMNP (Location Meublée Non Professionnelle).

Della Battaglia offre une multitude de services: espaces de coworking, espace fitness, cuisine collective, zones de lecture/détente, laverie, potagers partagés...



## LES AVANTAGES D'INVESTIR EN LMNP :

- ✓ Récupération de la TVA sur l'investissement effectué
- ✓ Produit neuf prêt à vivre
- ✓ Loyers mensuels assurés
- ✓ Pas ou peu d'imposition sur les revenus locatifs
- ✓ Gestion locative simplifiée, grâce au gestionnaire
- ✓ Frais de notaire moins élevés que dans l'immobilier ancien

[WWW.BATTAGLIA-LILLE.FR](http://WWW.BATTAGLIA-LILLE.FR) - 03 39 05 09 13



## DEVENEZ PROPRIÉTAIRES DE VOS Bureaux neufs

Au cœur du quartier La Pilaterie, le Stamme vous propose à la vente des bureaux neufs sur-mesure.

Avec des lots aux surfaces variées (de 145 à 940m<sup>2</sup>), des terrasses, un parking et un local à vélos, il convient aussi bien aux TPE, PME qu'aux start-up.

Ces bureaux ont été pensés pour offrir un cadre de travail tout aussi verdoyant qu'attractif, pour le bien-être des salariés !

[WWW.STAMME-WASQUEHAL.FR](http://WWW.STAMME-WASQUEHAL.FR) - 03 74 95 43 61



DÉCOUVREZ TOUS NOS PROGRAMMES SUR [WWW.KIC.FR](http://WWW.KIC.FR)  
CONTACTEZ NOS ÉQUIPES ALIAS LES KICCOS AU 03 28 76 97 20



C'est vous l'architecte de votre vie



La tour haut de gamme Lila verra le jour face au port de plaisance Frédéric-Sauvage à Boulogne-sur-Mer. Elle accueillera trois plateaux de 600 m<sup>2</sup> et 39 logements. Un programme piloté par le groupe Maxi Bat.

→ quand les conditions normales du marché ne lui permettraient de déboursier que 180 K€.

« Le marché du Nord-Pas-de-Calais est extrêmement tendu. Il y a très peu d'offres pour énormément de demandes », analyse Jean Boutoille, directeur général de Square Habitat (82 agences immobilières, 600 salariés), filiale du Crédit Agricole Nord de France. « La vraie question, c'est : dans deux mois, y aura-t-il un printemps de l'immobilier ? » Car pour l'heure, le marché se débat entre des acquéreurs en difficulté de financement et des vendeurs pas encore convaincus de devoir baisser leurs prix puisque l'offre est pénurique. « Les plus touchés sont les primo-accédants et ceux aux budgets plus petits. Ce sont eux qui sont dans l'incapacité de faire un effort financier supplémentaire ou un apport plus important », détaille Jean-Michel Sède, président de la FPI Hauts-de-France, du Cecim Nord et Dg de Loger Habitat. Dans un contexte où les programmes neufs sont moins nombreux et que des logements vont sortir du marché du fait de la loi Climat & résilience, qui interdit déjà de louer les logements classés en G (consommation de plus de 450 kw par m<sup>2</sup>) depuis janvier, la pression sur les prix demeure donc réelle. Mais les opportunités de marché existent tou-



**"L'ENVIE D'INVESTIR EST TOUJOURS PRÉSENTE"**

**Jean-Michel Sède, Cecim Nord**

jours, notamment sur le collectif entre centre urbain ou encore la seconde accession, et parfois de façon inattendue. Pas seulement sur la Côte d'Opale et le Touquet, des valeurs sûres. « On voit certains investisseurs placer leur argent dans des territoires comme Lens ou Liévin », raconte Jean Boutoille. Pour une raison simple selon Jean-Michel Sède : « L'attractivité de ces territoires s'explique par le différentiel prix qui reste encore important avec les métropoles comme celle de Lille. Le neuf tourne autour des 3 000€ du m<sup>2</sup> contre 4 000€ en métropole ».

Le président de la FPI régionale en est convaincu : « L'envie d'investir est toujours présente chez beaucoup de personnes. Mais elles attendent que le marché se stabilise après tous les mouvements observés sur le globe, plus globalement, après tous les bouleversements connus depuis la crise Covid ». La Banque de France envisage une stabilité courant de l'été. Ce qui devrait, selon Jean-Michel Sède, se traduire par une fluidité des transactions durant le second semestre 2023.

NOUVEAU / DANS LA RÉGION

# GRANDS LANCEMENTS

APPARTEMENTS NEUFS  
DU 2 AU 4 PIÈCES

Pour les 10 premiers réservataires

OFFRE EXCEPTIONNELLE

Jusqu'à  
**10 000€\***  
de remise !



**MERVILLE**  
Résidence Davidia

Appartements du 2 au 4 pièces  
À partir de 148 000 €



**ERQUINGHEM-LYS**  
Résidence Pavillon Musical

Appartements du 2 au 4 pièces  
À partir de 171 000 €

nexity.fr

**0800 48 47 46**

Service et appel gratuits



La vie ensemble



## SERGIC POUSSE LES FEUX POUR DOUBLER DE TAILLE

**WASQUEHAL.** Le groupe familial de services immobiliers est en pleine croissance. Pour nourrir son développement tous azimuts, il vise l'embauche de 400 personnes rien qu'en 2023.

Son secteur se grippe, les transactions se tassent et la pression est à son comble. Et pourtant, Sergic affiche une santé florissante. Le 4e acteur français de la gestion immobilière, né il y a 60 ans dans le Nord, connaît une croissance à deux chiffres depuis cinq ans. L'an dernier, elle a même atteint 28% et sera sans doute de +20% encore cette année. Pour son développement, Sergic actionne trois leviers principaux. Le premier, celui de l'expansion géographique. Très présent sur ses terres natales, mais

aussi en Picardie et en région parisienne, le groupe propriété à 100% de la famille Derely ambitionne dorénavant de renforcer ses positions dans les villes de plus de 200 000 habitants. On le retrouve d'ores et déjà à Lyon, Marseille, Bordeaux ou encore à Nancy. Dans les trois ans, il fera très certainement partie du paysage de Rennes, Toulouse, Montpellier ou Strasbourg.

Et ce, sur tous ses segments : dans le résidentiel - en France, au Québec et au Maroc où le groupe est présent depuis un an à travers la société Biben-, mais aussi dans le tertiaire et le commercial. « *Le renforcement de ces activités est notre deuxième levier de développement* », indique Nicolas Beun, l'un des deux directeurs généraux délégués de Sergic.

Enfin, le groupe dit vouloir accompagner encore plus loin ses clients bailleurs et copropriétés dans la rénovation énergétique de leur bien.



« *Cela passera entre autres par la formation de nos salariés, le recrutement d'ingénieurs thermiciens et le développement de programmes de rénovation* », poursuit Nicolas Beun.

La feuille de route est donc chargée. Après 400 recrutements (dont 250 créations de postes) l'an dernier, Sergic vise 400 autres embauches cette année pour dépasser les 140 M€ de chiffre d'affaires. En 2022, il a réalisé 120 M€ de transactions avec plus de 1 100 salariés. Dans les cinq ans, l'objectif est d'atteindre la barre des 200 M€ avec 2 000 personnes ■ **J.K.**

## GABBY : LA DATA POUR DOPER LES AGENCES IMMOBILIÈRES

Le marché de l'immobilier est en plein retournement. Le volume des transactions s'amoindrit. Nombreux sont les propriétaires vendeurs qui, faute de bien à acheter, s'interdisent de mettre le leur en vente. « *Le marché est complètement sclérosé. Les projets immobiliers sont repoussés pour des raisons de solvabilité entre autres* », confirme Henri Hecquet, cofondateur de Gabby au côté de Gaëtan Rolé-Dubruille. Dans le contexte actuel, leur petite entreprise apparaît comme un véritable renfort pour les agences immobilières. Et demain pour les promoteurs, bailleurs ou encore les notaires.

Installée sur le parc d'Euratechnologies, où elle a vu le jour fin 2021, Gabby développe un outil qui permet aux professionnels du secteur d'identifier les futurs acquéreurs susceptibles de mettre en vente leur propre bien sur les portails immobiliers (Se Loger, Bien ici, Le Bon Coin...). « *Notre logiciel collecte la data, la trie et la classe pour faciliter et fluidifier la prise de contact*, détaille Henri Hecquet. Il permet ainsi de capitaliser sur la

**LILLE.** La jeune pousse se veut apporteur d'affaires pour les professionnels de l'immobilier. Armée d'un outil SaaS qui a vocation à convertir un prospect en mandat de vente.

*donnée pour optimiser l'acquisition de mandats de vente* ». Avec une hausse estimée à 15% sur un an, selon les premiers utilisateurs de Gabby. Co-crée avec un consortium d'acteurs immobilier, le logiciel permet également un accompagnement personnalisé des clients jusqu'aux services après vente ou achat.

A date, la jeune pousse lilloise a déployé sa solution dans plus d'une centaine d'agences immobilières de l'Hexagone, dont plus de la moitié hors des Hauts-de-France. « *Les ré-*



*seaux d'agences franchisées du type Orpi ou Century 21 sont notre cœur de cible* ». Des agences essentiellement situées dans les métropoles ou des villes moyennes comme Hyères, Tours ou Limoges.

La lauréate Hodéfi, Réseau Entreprendre Nord et de la bourse French Tech vise 200 K€ de chiffre d'affaires fin 2023 avec ses sept salariés et 180 agences clientes. Les fondateurs ambitionnent de recruter une dizaine de collaborateurs l'an prochain ■ **J.K.**

## LE BELGE THOMAS & PIRON À L'ASSAUT DES HAUTS-DE-FRANCE

Thomas & Piron est un groupe familial belge de construction et de promotion immobilière, très présent au Benelux. Il réalise un chiffre d'affaires de près de 700 M€ (2021) avec près de 3 000 collaborateurs, à travers la construction de près de 800 maisons et 900 appartements par an. L'opérateur immobilier se lance aujourd'hui dans un programme important à Tétéghem-Coudekerque Village, en périphérie de Dunkerque. Il s'agit d'un de ses tout premiers programmes en France, baptisé les Jardins de Tatto, dont la première pierre



a été posée le 1er avril dernier. A terme, ce site comprendra 31 appartements, 18 maisons individuelles et quatre cellules commerciales en rez-de-chaussée.

Pourquoi cette opération ? « La commune de Tétéghem est idéale pour la construction d'une résidence contemporaine à destination des particuliers mais aussi des professionnels », ex-

plice Hugues Moreau, directeur général de Thomas & Piron Groupe France. La commune table sur une croissance de 20% de sa population d'ici 15 ans, tirée à la fois par l'attractivité du littoral, mais aussi par les perspectives de créations massives d'emploi dans les giga-factories de batteries puis la construction des EPR ■ O.D.



**SIX MARIANNE**  
green business park



**BUSINESS PROPERTY DEVELOPMENT**

**À LOUER**

A partir du 3ème trimestre 2023

- 27 unités PME avec mezzanine à partir de 124m<sup>2</sup>
- Parfaitement adaptées à vos besoins
- Un site privé sécurisé par un portail et une vidéosurveillance
- Des espaces de stockage, production, distribution, ... combinés à des espaces de bureau

SCANNEZ LE CODE QR pour en savoir plus.



Découvrez tous nos projets sur [bvi.eu](http://bvi.eu) ou contactez-nous :

**SALES@BVI.EU**  
**+33 3 56 60 00 09**

# BPIFRANCE CONFIRME SON RÔLE D'ACTEUR CONTRACYCLIQUE

Le bras armé financier de l'Etat n'a pas failli l'an dernier. A travers ses activités « *financement* », « *garantie* » et « *innovation* » Bpifrance, la banque publique d'investissement, a accompagné 7 116 entreprises des Hauts-de-France avec une enveloppe globale d'1,7 Md€. Son action a permis la mobilisation de financements publics et privés à hauteur de 3,9 Mds€. En 2021, 5 150 sociétés régionales avait reçu le soutien de Bpi avec une enveloppe similaire.

Mais pour le directeur régional de Bpifrance Lille Yannick Da Costa, il ne faut pas y voir une stagnation de l'activité mais plutôt « *un glissement de notre intervention sur d'autres typologies de besoins des entreprises* ». En d'autres termes, 2021 avait été marqué par le financement de prêts en pleine crise. Tandis qu'en 2022 Bpifrance a alimenté le rebond de l'économie régionale, particulièrement dynamique au premier semestre.



L'an dernier, Bpi participait à trois levées de fonds de plus de 15 M€ en région, dont celle d'Exotec basé à Croix.

**RÉGION.** En 2022, la Banque publique d'investissement a renforcé sa présence auprès des entreprises régionales. Ses investissements ont essentiellement été fléchés vers l'industrie, l'innovation et la transition énergétique.

### MÉTIERS EN CROISSANCE

« *Tous nos métiers ont été en forte croissance l'an dernier* », indique Yannick Da Costa. Le financement moyen et long terme a grimpé de 11% avec 569 M€ injectés dans 459 entreprises en quête de ressources pour assurer leurs projets de développement. Les prêts sans garantie ont représenté 372 M€ dont 93 M€ pour les Prêts Climat (Prêts Vert, Prêts Mé-

thanisation agricoles, Prêts Economies Energie...). Lesquels financent des projets visant à améliorer l'impact environnemental et énergétique des entreprises. Le financement court terme est également en croissance : +18% sur un an, soit 554 M€ d'avances distribuées à près de 500 Pme-Tpe.

L'activité de soutien à l'innovation a bénéficié à 453 de nos entreprises. Qui ont ainsi pu compter sur Bpi pour financer leurs projets d'innovation, de modernisation de leur équipement technologique ou d'augmentation de leur capacité de production grâce à une enveloppe globale de 166 M€. Les Prêts sans garantie innovation sont en croissance de +42% sur un an et ont représenté 37 M€ en 2022.

Pour son activité export, Bpifrance a mobilisé 175 M€ pour 391 entreprises. C'était 223 M€ pour 385 entreprises en 2021. En parallèle, son partenariat avec Team France Export a permis de soutenir 3 876 entreprises (+28% par rapport à 2021).

A travers son dispositif d'accompagnement, la banque d'investissement a accéléré 209 sociétés nordistes et a soutenu, au côté de la Région Hauts-de-France, plus de 27 800 porteurs de projets grâce au financement de 19 structures d'accompagnement régionales. Ce qui a permis la création de 10 653 entreprises. Un chiffre que Bpifrance ambitionne de doubler d'ici 2027.

Bpifrance a fêté ses 10 ans fin 2022. En Hauts-de-France, la banque publique aura financé 43 400 entreprises pour un montant total de 15 Mds€ ■ J.K.

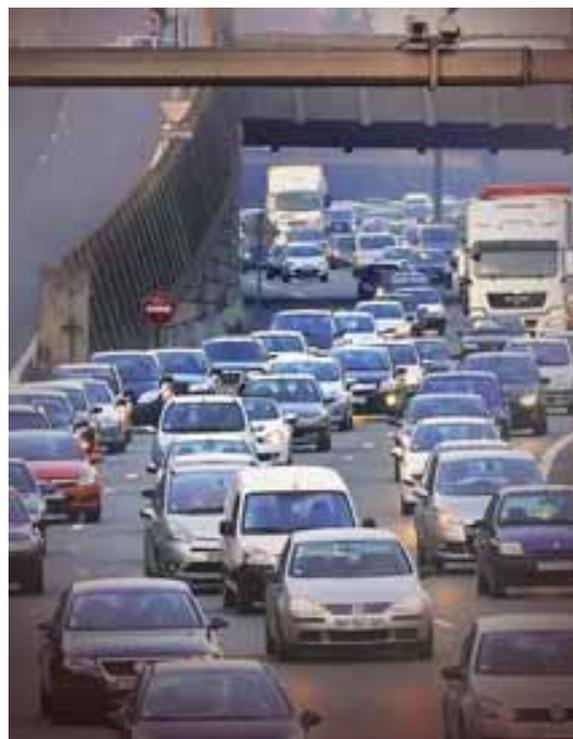


## EMBOUEILLAGES : LA MEL OUVRE LA VOIE DE L'ÉCOBONUS

**LILLE.** L'expérience qu'engage la MEL doit permettre de réduire suffisamment le trafic aux heures de pointe pour éviter la thrombose. Lancement officiel en septembre.

Il aura fallu une bonne dose de patience et d'obstination pour aboutir face aux difficultés juridico-administratives (dont les limites posées par la CNIL) dont la France a le secret. Soit huit années de gestation ! L'heure est désormais à la préparation formelle du lancement de l'écobonus, une première à l'échelle française qui vise à inciter financièrement les conducteurs à ne pas prendre leur véhicule aux heures de pointe. Le système prévoit une contribution de 2 € par déplacement évité aux heures de pointe sur

l'A1 et l'A23, un mécanisme inspiré d'un dispositif déployé à Rotterdam : une baisse de 6% seulement du trafic à ces créneaux stratégiques permettait de rendre la fluidité aux axes routiers. Le projet lillois est assez lourd puisqu'il mobilise un budget global de 11 M€ (dont 0,5 M€ de l'Etat), entre l'achat de caméras, de matériel, la communication et le lancement. Du 3 avril au 12 mai, les conducteurs se pré-inscriront sur le site dédié (changercarapporte.fr), avant d'être confirmés ou non à l'été. Une cohorte de 5 000 participants sera retenue au final. Elle participera à l'expérience durant neuf mois, à partir de septembre 2023. Les participants pourront toucher jusqu'à un plafond de 80 € par mois. Une autre vague de participants sera ensuite retenue pour la période suivante et ainsi de suite. « *On pense que cette innovation peut être importante sur les embouteillages* », espère Damien Castelain, président de la



MEL, qui souligne aussi l'énormité des enjeux de transports à la MEL. Celle-ci a adopté un schéma directeur qui doit mobiliser 2 milliards d'euros sur de nouveaux axes structurants de tramways et de lignes de bus à haut niveau de service ■ **O.D.**

## BRUXELLES FLÈCHE 325 MILLIONS DE FONDS « JUSTES » SUR NOS TERRITOIRES CARBONÉS

La « *transition juste* » va rapporter gros à la région. Un fonds ainsi baptisé un peu pompeusement (FTJ) est en effet lancé par Bruxelles, à raison d'un milliard d'euros au bénéfice de la France, dont 325 M€ pour la seule région Hauts-de-France : plus précisément, cette somme est fléchée très directement vers 10 départements français dont chez nous, les seuls départements du Nord et du Pas-de-Calais. Il s'agit de territoires identifiés comme étant au cœur des enjeux de reconversion et particulièrement impactés par les politiques de décarbonation des filières les plus émettrices. Nord et Pas-de-Calais représentent à eux seuls 21% des émissions nationales de CO<sub>2</sub>. « *C'est l'aboutissement d'un travail intense de trois ans. Le FTJ ouvre la voie à des projets d'avenir qui vont transformer profondément l'économie régionale* », s'est félicité Normund Poppens, directeur général adjoint à la DG Région de la commission européenne, venu à Lille présenter le projet. Création

La commission européenne va déverser une manne considérable pour faciliter la transition décarbonée du Nord et du Pas-de-Calais, qui concentrent à eux seuls 21% des émissions nationales de CO<sub>2</sub>.

d'entreprise dans l'économie circulaire, recherche industrielle, accompagnement social d'employés de secteurs carbonés vers des secteurs d'avenir... le champ d'intervention du FTJ est très vaste et ouvert également aux grands groupes, pour des investissements minimum de 500 K€. « *On va pouvoir faire des Lego - j'aurais préféré dire des Meccano - sur les savoir-faire des uns et des autres* », pointe Philippe Beauchamps, président de la commission économique au



conseil régional. « *Beaucoup de PME ont des projets dormants, elles doivent passer à l'action, il faut massifier, mobiliser les pôles de compétitivité, les clusters, HDFID* », estime pour sa part Frédéric Motte, président de la mission Rev3, pour qui le fonds aurait dû s'appeler Fonds de transition Rev3. L'opportunité est en tout cas ouverte et de grande ampleur, reste aux acteurs à savoir s'en saisir ■ **O.D.**



## ROQUETTE INVESTIT 25 M\$ DANS UN CENTRE D'INNOVATION PHARMACEUTIQUE

C'est au cœur même de la grande région pharmaceutique des Etats-Unis, à Philadelphie, que le groupe familial Roquette ouvre son nouveau centre d'innovation pharmaceutique. Un site qui a vocation à devenir un haut lieu de formation et de collaboration avec les majors de la pharmacie et de la nutraceutique, sous la houlette d'un nouveau promu à la tête des Sciences pharmaceutiques globales chez Roquette, le Dr Vinod Tuliani. Parmi les premières orientations fixées au nouveau centre figurent la sélection des excipients pour les formes posologiques à libération prolongée, la formulation optimale des comprimés à croquer ou encore l'amélioration de la biodisponibilité. Roquette affiche désormais un chiffre d'affaires de 5 milliards d'euros pour un effectif de 8 000 personnes.

## DEFROIDMONT EN REDRESSEMENT

Le spécialiste de la flamiche au maroilles Defroidmont, entreprise quasi centenaire implantée dans la commune de Maroilles depuis 1997, a été placée en redressement judiciaire le 6 mars par le tribunal de commerce de Valenciennes. L'entreprise, rachetée à Patrick Defroidmont par Christophe Champion un mois avant la crise Covid, a particulièrement souffert de la forte inflation des matières premières et de l'énergie ces derniers mois, à quoi s'est rajoutée une pénurie et une nouvelle hausse sur le maroilles. L'entreprise, qui emploie une quarantaine de salariés, ne publie pas ses comptes.



## Mobivia et Black Star lancent « Leonard », leur pneu reconditionné

En 2020, Bridgestone annonçait la fermeture de son usine à Béthune. L'année suivante, le binôme Mobivia et Black Star reprennent le site avec la ferme intention de lui redonner une vie industrielle. Ensemble, ils envisagent la fabrication de pneus de seconde main. Un projet devenu réalité aujourd'hui avec le lancement de la commercialisation de Leonard, leur pneu reconditionné pour véhicule léger. Disponible dans 64 dimensions, Leonard est actuellement vendu dans le réseau de distribution France et Europe de Mobivia. Avant d'être disponible courant mai chez tous les acteurs du secteur (constructeurs, pure players, centres auto ou encore garagistes). L'usine, qui emploie 58 personnes dont 31 ex-Bridgestone, produit 1 000 pneus Leonard par jour. Avec l'ambition d'atteindre à terme le million par an avec 200 personnes. Mobivia et Black Star visent les 150 salariés d'ici 2025.



## Grave accident industriel chez ArcelorMittal

Le haut fourneau numéro 4 du sidérurgiste à Dunkerque a connu un accident inédit : le blindage de la cuve a percé sur un mètre carré, laissant échapper pas moins de 150 tonnes de métal en fusion. L'accident, qui n'a heureusement pas fait de victime, prive le site de 60% de sa capacité, soit un manque qui se chiffre en centaines de milliers de tonnes. Et qui devrait se faire ressentir en aval pour les clients d'ArcelorMittal...



## EURASANTÉ POSE LA 1ÈRE PIERRE DE SON HUB

Il se présente comme LE bâtiment totem, fédérateur, le « *trait d'union* » de toute la filière régionale nutrition-santé estime Etienne Vervaecke, Dg d'Eurasanté. La première pierre de ce projet à 15 M€ a été posée début avril au cœur du parc Eurasanté à Loos, à quelques pas de la faculté de médecine. Dans un ensemble de 2 700 m<sup>2</sup>, le HUB accueillera dès l'été 2024 deux entités. La première, dont il tient son nom, se destine à incuber des jeunes pousses, en héberger une trentaine et à favoriser les relations et la naissance de partenariats entre les acteurs régionaux de la filière grâce aux espaces de travail et d'événementiel. La seconde entité est une usine-école qui entend contribuer à la résolution des difficultés de recrutement des entreprises de santé. Et ce, en formant étudiants, chômeurs et salariés aux métiers des différents sites de production de l'industrie nutrition-santé des Hauts-de-France.



## Federec et l'AFPA lancent une Ecole du recyclage

La Fédération des entreprises du recyclage Federec s'est associée à l'AFPA pour lancer l'Ecole nationale du recyclage et de la ressource (EN2R) à Lille-Lomme. Le projet est né du constat de Federec d'une pénurie importante de main d'œuvre liée notamment à un niveau élevé de départs en retraite (1 000 par an) et un solde positif attendu de 8 000 créations de postes d'ici à 2030. L'EN2R dispose désormais de son premier site présenté comme une vitrine nationale stratégique, dans la métropole lilloise. 40% des entreprises du secteur anticipent une croissance de la plupart des métiers dans les 3-5 ans et en particulier les métiers de chauffeur, opérateur polyvalent, agent de dépollution, conducteur d'engins, ingénieur et responsable QHSE, ou encore les fonctions commerciales.

## DUNKERQUE DEVIENT ZIBAC

La communauté urbaine de Dunkerque est lauréate d'un appel à projet Zones industrielles Bas carbone (ZIBaC), lancé par l'ADEME. Le dispositif, baptisé Dkarbonation, permettra de réaliser des études d'ingénierie et de faisabilité relatives à la réduction des émissions carbone. Le budget de ce programme est très significatif, soit 27,2 M€ dont 50% apportés par l'ADEME.



## VILOGIA REPREND UNE SEM EN ARLES

La ville d'Arles a acté en conseil municipal le 13 avril la cession de ses parts dans la société d'économie mixte du Pays d'Arles (SEMPA). Au terme de la fusion, Vilogia reprendra les 1704 logements du bailleur méridional, ce qui porte son parc de logements dans le grand sud à plus de 5 000 à partir de janvier 2024. Vilogia compte déjà 3 200 logements à travers ses deux agences de Nice et Marseille et y produit déjà 300 logements neufs par an. Vilogia s'engage en parallèle à investir 38 M€ sur le territoire arlésien. Cette opération intervient dans le cadre de la loi ELAN qui impose aux organismes HLM de moins de 12 000 logements de se rapprocher de structures de taille plus importante. Vilogia compte un parc total de 85 000 logements en France (dont la moitié sur le territoire de la MEL), et livre 2 000 logements neufs chaque année.

# GIGAFACTORY: ET MAINTENANT, LES BATTERIES SOLIDES ?

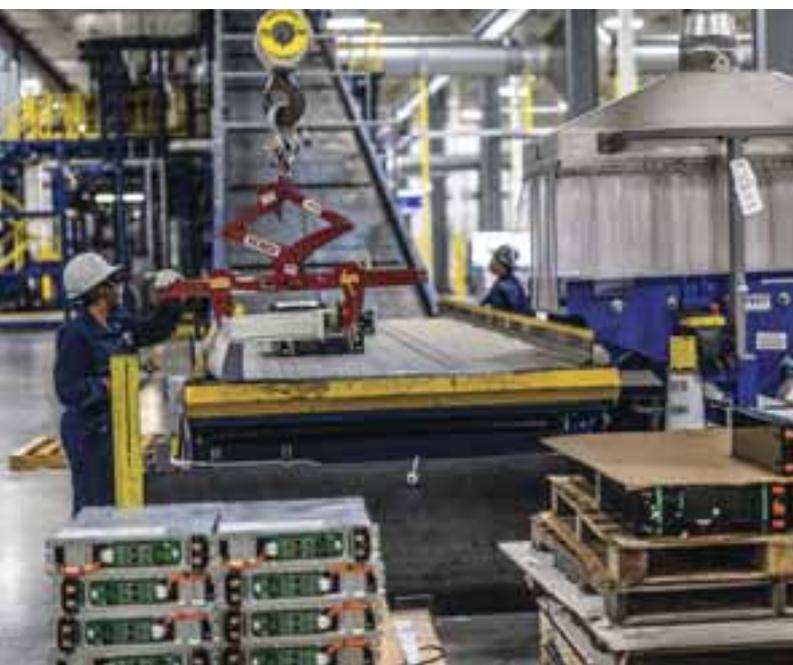
**DUNKERQUE.** Selon les proches du dossier, la quatrième gigafactory du taïwanais Prologium devrait confirmer son implantation incessamment.

4 milliards d'euros, 2 000 emplois qui pourraient même devenir 3 000 à terme : une nouvelle méga-usine de batteries devrait poser ses lignes de fabrication dans notre région, la quatrième de rang ! Il s'agit cette fois du groupe de Taïwan Prologium Technology, qui présente comme originalité par rapport aux autres projets qu'il maîtrise le procédé de la batterie solide. Or cette technique est stratégique pour offrir une autonomie de longue durée des véhicules électriques, mais aussi pour limiter l'échauffement, avec en outre un poids inférieur à la batterie lithium-ion. L'industriel asiatique, qui avait annoncé vouloir s'implanter en Europe lors du dernier sommet Choose France, aurait donc fait son choix, pour un investissement xxl : l'usine s'étendra sur un site de 180 hectares dans l'enceinte ouest du port



de Dunkerque. Peu de sites en France étaient du reste capables de proposer un tel foncier idéalement placé. Une délégation régionale était encore à Taïwan ces derniers jours pour accompagner au maximum la décision de Prologium Technology. Selon nos sources, le conseil régional, très impliqué dans ce dossier qui vient conforter sa stratégie de Vallée de la batterie (lire notre numéro 128), déploierait une solution originale déjà mise en œuvre dans le projet Verkor (lui aussi loca-

lisé à Dunkerque). Une foncière serait mise en place pour épargner à Prologium d'investir dans le terrain et lui permettre de concentrer ses moyens sur la seule production industrielle. L'appui de la Région se traduira aussi sur le volet formation, qui promet d'être crucial sur un territoire où le marché de l'emploi va être singulièrement tendu ces prochaines années entre Verkor, Prologium et la perspective des deux nouveaux EPR. Il s'agirait pour le conseil régional d'un soutien évalué à 10 M€ ■ **O.D.**



## RECYCLAGE: LE CANADIEN LI-CYCLE CHOISIT HARNES

Après l'amont, l'aval. Le canadien Li-Cycle, spécialiste du recyclage des batteries lithium-ion, qui va implanter une unité industrielle à Harnes. La jeune entreprise, née en 2016 et déjà cotée au NYSE depuis 2021, ne dévoile pas l'investissement de ce nouveau site qui emploiera 30 salariés en phase 1. Li-Cycle va mettre en place un « spoke », autrement dit une unité industrielle de pré-traitement permettant l'extraction de la masse noire (« black mass ») des batteries lithium-ion, un produit intermédiaire riche des matières premières de valeur stratégique. La technologie de Li-Cycle multi-brevetée est présentée comme étant capable de récupérer jusqu'à 95% de ces matières premières pour les réintégrer dans la chaîne d'approvisionnement. Le site doit être opérationnel dès 2024 avec une capacité de 10 000 tonnes, qui pourra être portée ensuite à 25 000 tonnes.

La mise en service de l'usine du Pas-de-Calais portera ainsi la capacité annuelle globale de traitement de Li-Cycle à 100 000 tonnes dans le monde.

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.



## EN BREF

### Challenge de la mobilité

Rendez-vous du 18 au 23 septembre pour le nouveau Challenge de la mobilité. L'événement avait rassemblé 200 entreprises des Hauts-de-France l'an dernier. Objectif : s'engager à réduire au maximum les déplacements en voiture pendant toute une semaine. Une vingtaine de prix seront décernés à l'occasion de ce défi collectif pour la mobilité propre. L'opération est co-organisée par le réseau Alliances et la CCI Hauts-de-France en partenariat avec l'ADEME, la Région, la MEL, la SNCF, Hauts-de-France mobilités et l'ADAV. Les inscriptions sont ouvertes fin mai (<https://challenge-mobilite-hdf.fr>).

### Hydrogène et territoires



La Communauté urbaine de Dunkerque est lauréate d'un appel à projets de l'ADEME Ecosystèmes territoriaux hydrogène. Un projet ambitieux baptisé SHYMED, qui doit à la fois produire, distribuer et utiliser l'hydrogène à des fins de mobilité. Une société de projet a été constituée avec la filiale hydrogène d'EDF, Hynamics. Le projet dunkerquois prévoit la mise en place de 10 bus à hydrogène ainsi que 7 bennes à ordures alimentées par une production de quelque 500 kilos d'hydrogène par jour. Le budget global de l'opération atteint 18,2 M€ dont 5,56 M€ apportés par l'ADEME. La mise en service des premiers véhicules devrait intervenir à partir de 2024.



## NOUVELLES MOBILITÉS : QUEL IMPACT ÉCONOMIQUE ?

La transition écologique déferle sur nos transports : fin du moteur thermique à l'horizon 2035, envolée des modes de mobilité douce, déploiement rapide de l'électrique... Mais au-delà de ce mouvement très visible et puissant, quelle en sera la traduction économique ? Et comment accompagner socialement ces mutations si profondes ?

C'est l'enjeu d'une nouvelle étude prospective collective régionale rev3 que vient de lancer l'ADEME associant la Région, la CCI et l'Etat. Elle fait suite à deux études quantifiant l'impact en emplois pour les secteurs de l'énergie et dans le champs de l'économie circulaire et à un exercice de prospective à venir "Modes d'occupation des sols et emplois".

« Les transports et la mobilité vont profondément évoluer dans les prochaines décennies. Il s'agit d'identifier les trajectoires possibles pour l'économie régionale et favoriser les accompagnements nécessaires », explicite Mathieu Chassignet, ingénieur expert mobilité, qualité de l'air et à l'ADEME, en charge de l'étude ([mathieu.chassignet@ademe.fr](mailto:mathieu.chassignet@ademe.fr)). Car certains domaines seront fortement voire très fortement impactés, à l'exemple des industries de la boîte de vitesse, des stations

essence ou des garagistes : un véhicule électrique nécessite beaucoup moins d'entretien que son homologue thermique. Le transport routier de marchandises ou encore l'activité portuaire devront aussi s'adapter.

Bien d'autres secteurs vont au contraire émerger comme la filière des batteries électriques et les services d'auto-partage mais aussi des métiers de logistique urbaine : à titre d'illustration, la cyclo-logistique devrait nécessiter beaucoup d'emplois de proximité dans les prochaines années. L'étude précisera l'ensemble de ces projections d'ici au début 2024.

Une initiative parallèle est menée sur la filière du vélo avec le centre d'expertise Cerema. Car la petite reine a un impact économique considérable : plus de 10 milliards d'euros par an à l'échelle nationale. Ventes, services, infrastructures, entretien, réemploi, cyclotourisme, le spectre est large.

La structuration régionale de cette filière passera aussi par la fertilisation croisée entre monde des collectivités, des associations et des entreprises pour susciter de nouveaux projets. Et favoriser un cercle vertueux entre mobilité durable et emploi local ■

## NUMÉRIQUE : INFODIS S'OFFRE LE NORDISTE ATEXWEB

**VILLENEUVE D'ASCQ.** AtexWeb rejoint le spécialiste des services d'ingénierie, d'infogérance et d'IT Infodis, engagé dans une forte dynamique de croissance dans l'Hexagone.

Infodis reprend 100% des parts de la société de conception d'infrastructures informatiques AtexWeb. La société, créée il y a 18 ans par Jean LeFebvre, s'est fait un nom auprès des grands comptes de la région. Elle compte 57 salariés pour un chiffre d'affaires de quelque 7 M€. Le fondateur cède ses parts ainsi que l'IRD, qui détenait 25% du capital. La marque AtexWeb sera conservée dans un premier temps. Cette acquisition porte Infodis de son côté à 60 M€ de budget pour 2023 et à un effectif prévisionnel de 750 personnes en fin d'année



(600 en janvier). « Cette acquisition s'inscrit parfaitement sur notre stratégie de croissance en régions, nous permettant ainsi de renforcer notre position sur le marché des Hauts-de-France avec plus de 150 collaborateurs locaux », se félicite de son côté Stéphane Clément, président d'Infodis (à g. sur la photo), désireux de ren-

forcer sensiblement le maillage du territoire français. Le groupe dispose déjà dans la région d'un centre de services à Amiens mais il se donne les moyens cette fois d'ingénierie système, de réseaux, de cloud, « autant de compétences rares sur le marché », pointe Stéphane Clément, qui note en outre un effet groupe qui permettra de proposer des passerelles internes aux collaborateurs. Infodis a ouvert récemment Bordeaux, et il y a quelques semaines Lyon et Aix-en-Provence et y voit aussi une réponse possible aux demandes de mobilité géographique. Infodis entend en tout cas accélérer : outre cette acquisition, la société table sur une croissance organique solide, qui doit se traduire par 100 créations d'emplois en 2023, s'ajoutant aux 120 postes déjà créés l'an dernier. Après la densification en France, Stéphane Clément souhaite démarrer l'internationalisation, à commencer par les pays limitrophes – hors Allemagne.

Adossé depuis quelques mois au groupe HDL, Infodis vise désormais le double seuil symbolique des 100 M€ de chiffre d'affaires et des 1 000 salariés à l'horizon fin 2024 ■ **O.D.**

## COMMUNICATION : BECOMING EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

**LILLE.** Touché par le recul du marché, le groupe de communication de Christophe Levyfve met un genou à terre.

Le phénomène est connu : en période de crise, les premières dépenses sacrifiées par les entreprises sont celles de la communication. C'est la toile de fond qui a précipité la cessation de paiement et le redressement judiciaire de Becoming (ex Netco) le 23 mars dernier par le tribunal de commerce de Lille Métropole, avec période d'observation de six mois. Le groupe lillois affiche un passif de quelque 3 M€ pour un chiffre d'affaires de 25 M€ et 20 M€ de marge brute, selon Christophe Levyfve, le dirigeant. 200 emplois sont concernés entre Lille et Paris par le périmètre de la procédure collective, qui ne touche pas en revanche ni la filiale belge de Becoming (50 salariés) ni le lieu in-



novant Garage. « Ca fait partie de la vie possible des entreprises », déclare avec philosophie Christophe Levyfve (photo). Le fondateur de ce bel ensemble d'expertises des marques, de communication financière, de sondages marketing, de relations presse, indique avoir averti dès le tout premier

jour du prononcé du tribunal l'ensemble des 100 premiers clients. Qui auraient tous affirmé, avec un degré d'engagement plus ou moins fort, qu'ils maintiendraient voire renforceraient leur commandes auprès de Becoming. Une base solide pour tenter de construire un plan de continuation avec abondement du passif. Mais cela passera d'abord par un travail approfondi d'investigation du tribunal de commerce pour analyser en finesse les 17 différentes activités portées par le groupe.

Ces activités étaient des structures juridiques à part jusqu'à l'an dernier où tout a été fusionné pour plus de cohérence d'ensemble, avec également un recentrage du capital autour du dirigeant et de sa famille, du management et de quelques chefs d'entreprises. Déjà une première étape importante avait eu lieu en 2020 avec un changement de dénomination du groupe passé de « Netco Group » à Becoming, avec à l'époque des ambitions particulièrement élevées, Christophe Levyfve ayant évoqué des perspectives moyen terme pouvant mener à 150 M€ d'activité avec 1 500 salariés ■ **O.D.**

# INVESTISSEZ DANS L'AVENIR



## D'ENTREPRISES DE LA RÉGION.

Le Crédit Agricole Nord de France propose à ses clients sociétaires de diversifier leur épargne et d'investir aujourd'hui dans son premier fonds au service du développement et de la croissance de PME et d'ETI de la région\* : le FCPR PME et TERRITOIRE\*\*.

En mettant leur épargne au service des entreprises, il leur permet de participer activement au dynamisme et à l'avenir du territoire.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT  
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



Flashez pour en savoir plus.



\* PME : Petites et Moyennes Entreprises, ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire. L'objectif de gestion du FCPR est d'investir au moins 75 % dans des PME et ETI majoritairement situées dans les Hauts de France.

\*\* FCPR : Fonds Commun de Placements à Risques

Fonds géré par Turenne Capital Partenaires - Siège social : 9, rue de Téhéran - 75008 Paris - Société par actions simplifiée - Capital social : 547 520 euros - RCS Paris B 428 167 910 - Société de gestion de portefeuille - N° d'agrément AMF : GP99038

Le prospectus et le Document d'Informations Clés pour l'investisseur et autres documents destinés à l'information des investisseurs sont disponibles sur simple demande auprès de votre agence du Crédit Agricole.

Agrément AMF du fonds : FCR 20230004

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de Crédit, dont le siège social est : 10 avenue Foch BP 369, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 07 019 406 (www.orias.fr), DGL/PIT/COM/CCAG - Crédit photos : Adobe stock - Mars 2023 - ND : 2310C11

# LE LFB VEUT TRIPLER DE TAILLE GRÂCE À SA NOUVELLE USINE

**ARRAS.** Le groupe public de biopharma joue gros dans sa nouvelle unité à Arras : il y investit 700 M€ pour tripler ses capacités de médicaments. De 250 salariés aujourd'hui, le site va passer à 650 d'ici 2028.

Chaque jour, 1 000 personnes s'affairent sur le chantier du LFB à Arras. Une fourmière plutôt discrète sur un terrain de 20 hectares au bout du parc Magnapark, en périphérie nord d'Arras. Il se joue ici un enjeu industriel majeur pour la biopharma. Financier d'abord, avec un investissement passé de 550 M€ à l'origine à 700 M€. Une dérive qui s'explique par la durée du chantier – la première pierre avait été posée par François Hollande en juin ... 2016! – et par le contexte inflationniste. « *L'acier a fait fois trois pendant le Covid* », raconte Jacques Brom, un ex de Sanofi, nouveau dirigeant du LFB depuis quelques mois. « *Il est rare dans une carrière de participer à un projet de cette ampleur. C'est une vraie fierté* », souligne-t-il.

Car le LFB entend ici tripler ses capacités de plasma pour médicaments dans ses trois grands domaines : l'immunologie, l'hémostase et les soins intensifs. De quoi passer de gros acteur français, qui dispose déjà du portefeuille de médicaments dérivés du plasma le plus large au monde (15 molécules) à l'un des 10 grands mondiaux dans son domaine, sur un marché en croissance de 7 à 10% l'an. Il n'est pas absurde d'envisager un triplement du chiffre d'affaires à terme, lâche Jacques Brom. Le LFB, qui réalise aujourd'hui deux tiers de ses ventes en France, sous prix administrés, cherche des leviers de croissance et de rentabilité hors des frontières. Il n'hésite pas à parler de l'usine d'Arras comme d'un « *pilier stratégique pour (son) redressement et (sa) pérennité* ».

La construction d'une usine pharmaceutique *ex nihilo*, à partir d'un simple champ agricole, est un cheminement long et particulièrement encadré, avec la nécessité d'obtenir des tonnes d'accréditations. L'une d'entre elles sera l'agrément FDA. « *L'objectif est de faire*



*quelques pourcents de chiffre d'affaires aux Etats-Unis* », dévoile le directeur général.

## « ICI, ON SAUVE DES VIES »

La montée en régime s'accélère aujourd'hui. L'usine, bâtie, commence les tests de production. Les embauches ont largement commencé puisque le 200e CDI a été signé en février (dont une trentaine de salariés issus de l'ex usine Brid-

gestone de Béthune), et que la direction annonce 150 recrutements sur l'année 2023. « *Nous serons 450 en 2025 et à terme entre 600 et 650* » précise Cédric Desprez, le directeur du site. Presque autant que le site lillois, qui cessera la fabrication d'immunoglobuline, transférée à Arras, ainsi que 250 salariés, sur la base du volontariat. La qualité des recrutements est un point clé de la réussite de l'usine, compte tenu des enjeux de sécurité sanitaire. « *Au-delà des diplômes, nous demandons un certain nombre de valeurs. Le savoir-être, dans les métiers du médicament, c'est clé. Ici on sauve des vies* », souligne Jacques Brom.

Reste une question délicate, celle des approvisionnements en plasma, la matière première. Les besoins du LFB passeront de 1,2 million de litres par an à 3,4 millions. Dans un contexte où les dons sont toujours très tendus, il s'agit de bien anticiper, même si le LFB dispose déjà de ses propres centres de collecte en Europe comme aux Etats-Unis. L'Etablissement Français du Sang (EFS) va lui aussi accroître sa capacité et lancer des appels d'offres dans certains pays ■ **O.D.**

## le LFB en bref

2 500 COLLABORATEURS  
DONT 2 000 EN FRANCE  
DONT 1000 AUX ULLIS ET 817 À LILLE  
CA 2021 458,8 M€ (DONT 70% EN FRANCE)

## LE PROJET D'ARRAS

20 HA  
700 M€ D'INVESTISSEMENT  
650 EMPLOIS À TERME DONT 40% TRANSFÉRÉS DE LILLE

# OXYTEC REPREND LES RÊNES DE PHOENIX FRANCE

**LESQUIN.** Le groupe familial Oxytec reprend les activités de logistique sidérurgique de Saint-Saulve et Bayonne. ArcelorMittal reprend en direct les activités de ses sites de Fos et Dunkerque.



Phoenix France était une entreprise de belle taille (220 salariés, 43 M€ d'activité) mais très méconnue, car œuvrant dans un métier extrêmement pointu et en B to B. L'entreprise gérait la logistique des ferrailles de quatre sites sidérurgistes en France ainsi que l'évacuation du laitier. Basée à Lesquin, la société s'est trouvée entraînée dans les difficultés de sa maison-mère américaine, placée sous chapitre 11, et a dû être placée en

redressement judiciaire en janvier dernier. Après plusieurs mois de procédure, l'entreprise sort par le haut de l'ornière à travers une solution double : les activités conduites chez ArcelorMittal à Fos-sur-Mer et à Dunkerque ont été reprises en direct par le sidérurgiste, via sa filiale AGP, tandis que les activités des deux autres sites d'Ascoval

Saint-Saulve et Celsa à Bayonne ont été confiées par le tribunal de commerce au groupe luxembourgeois Oxytec.

Ce dernier reprend l'intégralité des 45 salariés (39 dans le Nord, 6 à Bayonne), et annonce un lourd programme d'investissement de 10 M€ sur trois ans, dont la moitié dès la première année. Mieux, Oxytec a décroché entre temps un contrat supplémentaire auprès d'Ascoval, consistant à découper les blooms d'acier à la flamme à oxygène. Une nouvelle activité qui va entraîner le recrutement de 6 personnes supplémentaires.

Pour Oxytec, l'intégration des deux sites de Bayonne et Saint-Saulve représente un potentiel de 15% de chiffre d'affaires en plus. Oxytec emploie 222 salariés pour un chiffre d'affaires de 60 M€, et traite chaque année pas moins de 450 000 tonnes de produits.

■ O.D.

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR [WWW.ECO121.FR](http://WWW.ECO121.FR)

03 55 33 21 05

## Bulletin d'abonnement

**OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :**

- 1 an (10 n°) au prix de **69€**
- 2 ans (20 n°) au prix de **109€**

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

### Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
 SOCIÉTÉ / ORGANISATION \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
 VILLE \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_  
 E-MAIL \_\_\_\_\_



**éco** 121  
 ECOPRESSE - PARC RIVÉO  
 300 RUE DE LILLE  
 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE



## DICKSON CONSTANT : UNE NOUVELLE USINE À 70 M€ POUR TISSER TOUJOURS PLUS

**HORDAIN.** Le textile se dote d'un second site de production avec 150 emplois à la clé. De quoi gonfler sa capacité de production de 80% dès cet été.

De prime abord, on n'associe pas le textile et le Valenciennois. Et pourtant, c'est le choix qu'a retenu le leader mondial des textiles techniques Dickson Constant pour y installer sa nouvelle usine de production. La seconde en région, après l'historique basée à Wasquehal. Il y a deux ans, l'entreprise rachetait à Hordain l'ex-site Himexfil, fabricant de bobines, laissé à l'abandon depuis plus de 10 ans.

Les ambitions du Pdg Eugène Deleplanque sont clairement affichées : permettre à sa société née en 1936 — filiale du groupe américain Glen Raven — d'absorber le volume d'activité. Tout en étoffant les références de son catalogue composé de toiles marines, de vêtements de sols, de toiles de protection solaire et de tissus d'ameublement d'intérieur-extérieur. Commercialisés sous les marques Dickson et Sunbrella.

« Ces 10 dernières années, notre croissance est en moyenne de 7% par an »,

indique le dirigeant. La crise... quelle crise ? « 2021 et 2022 ont été les deux plus belles pages économiques de notre histoire ! » Cela fait même cinq ans qu'Eugène Deleplanque se demande comment parvenir à accroître des capacités arrivées à saturation à Wasquehal.

### 120 000 M2 DE TOILE

La question ne se pose désormais plus. Avec sa nouvelle unité, inaugurée début avril, l'entreprise verra sa capacité de production grimper de 80% dès cet été. Le bâtiment existant, rénové et agrandi, accueille sur 20 000 m2 les 80 métiers à tisser de Dickson Constant qui fabrique ainsi grâce à ses deux sites 120 000 m2 de toile... chaque jour !

Un entrepôt de 18 000 m2 est également sorti de terre pour le stockage des matières premières et l'expédition de l'ensemble de la production. Divisé en quatre secteurs, le bâtiment permet d'accélérer l'efficacité et améliorer les dé-

**"96% DE TOUT CE QUE NOUS VENDONS À TRAVERS 110 PAYS SUR LES CINQ CONTINENTS EST PRODUIT DANS LES HAUTS-DE-FRANCE"**

**EUGÈNE DELEPLANQUE**

lais de livraison de l'entreprise. L'export est en effet primordial pour Dickson Constant puisqu'il représente 80% de son chiffre d'affaires. « 96% de tout ce que nous vendons à travers 110 pays sur les cinq continents est produit dans les Hauts-de-France », complète fièrement Eugène Deleplanque.

Au départ, ce dernier envisageait un investissement de 40 M€, puis de 30 M€ supplémentaires dans les trois à cinq ans, et la création de 75 postes sur trois ans. Mais la demande est telle qu'il a dû accélérer ses plans. Les 70 M€ ont finalement été investis d'une traite, dont une grande partie dans les équipements de pointe. Côté emplois, l'usine compte déjà 130 personnes. Ils seront 150 demain puisque 20 recrutements sont en cours ■ **Julie Kiavué**



## LE VÉLO CARGO ÉLECTRIQUE

# la nouvelle offre des Ets Coquidé & Cie

Depuis l'automne 2022, les Ets Coquidé & Cie - distributeurs et réparateurs agréés Renault Trucks dans le Nord-Pas-de-Calais et en Normandie - commercialisent dans le cadre d'un partenariat 100% français avec le constructeur de camions, des vélo-cargos Kleuster. Une stratégie qui vise à compléter leur gamme de véhicules électriques et à séduire une nouvelle clientèle.

**L**ivrado, une start-up lilloise de livraison à domicile, est le premier client des Ets Coquidé à avoir investi dans un triporteur. L'engin d'une autonomie de 80 kilomètres dispose d'une caisse de transport de 2m3, pouvant porter jusque 350 kilos de colis ; une manière de faciliter les livraisons sur le dernier kilomètre urbain.

### Cinq modèles

La particularité de ce vélo-cargo Freegônes - vélo-cargo à assistance électrique à destination des professionnels - est de proposer un châssis unique avec cinq modules au choix : caisse de transport classique mais aussi cellule frigorifique, mini-benne à déchets, mini-plateau pour l'entretien d'espaces verts et food-truck. Des caméras latérales et de recul, l'aide au démarrage en côte ou le verrouillage automatique de la caisse dès que le livreur est en selle, de série, complètent l'offre. Trois mois après la commande au sein d'une concession Coquidé, le véhicule est livré par un spécialiste technique de Kleuster pour s'assurer d'une bonne prise en main par l'acheteur.

### Dernier kilomètre de livraison

Les Ets Coquidé, spécialistes des camions de toute taille, créent ainsi la surprise en proposant aujourd'hui aux professionnels des vélo-cargos. Idéal pour le dernier kilomètre de livraison, il prend le relais des camions ou des véhicules utilitaires puisqu'il peut circuler sur les pistes cyclables ou zones piétonnes.

A l'instar de Livrado, le distributeur souhaite ainsi toucher

une nouvelle clientèle, pas toujours au fait de cette offre électrique complète : « les artisans, les métiers de bouche, d'entretien d'espaces verts, de livraison de colis sont nos cibles prioritaires. Ce nouveau marché est à créer. » explique Agathe Coquidé, responsable communication.

### Offre électrique intégrée

C'est une manière aussi de compléter l'offre de véhicules électriques de l'entreprise, en proposant l'intégralité des modèles de la chaîne logistique du porteur 16 tonnes au vélo-cargo, en passant par le Master. « Nous souhaitons ainsi accompagner nos clients. Ces derniers sont

de plus en plus contraints dans les centres-villes, notamment avec la mise en place de ZFE, Zones à faibles émissions, qui vont limiter l'accès aux véhicules polluants. Et ils sont sous la pression d'une plus forte prise de conscience écologique de leurs propres clients. » souligne Agathe Coquidé qui rappelle que l'entreprise a investi plus d'un million d'euros dans la filière électrique : bornes de recharges, prises spéciales, véhicules de démonstration, formation et équipements dans les 16 garages du Nord, Pas-de-Calais et Seine-Maritime.

Un tracteur routier et un véhicule approche chantier vont très prochainement compléter la gamme.



## L'IMPRIMEUR INNOVANT MALENGÉ REJOINT SODEPRINT POUR ACCÉLÉRER

**FLERS-EN-ESCREBIEUX.** Sodeprint prend la majorité de Malengé dont le dirigeant Stéfan Kirstetter rentre au capital du groupe.

Voilà une opération à tiroirs qui doit s'avérer très vertueuse : Malengé, qui s'est illustré depuis quelques années dans l'élaboration d'un film d'emballage alimentaire papier avec effet barrière, rejoint un groupe de l'Yonne, Sodeprint, spécialiste pour sa part du carton alimentaire. Un adossement qui donne à l'entreprise nordiste un relais de croissance potentiel d'un million d'euros par an, estime son dirigeant Stefan Kirstetter, qui se félicite de deux portefeuilles clients très complémentaires entre les deux structures. Pour le groupe bourguignon, l'accès à la technologie Malengé lui permet de présenter à la clientèle une vaste gamme d'emballages ali-



mentaires 100% recyclables made in France. Avec en particulier des perspectives à aller confirmer du côté de la pharmacie et de la parapharmacie. Le nouvel ensemble pèse désormais 40 M€ de chiffre d'affaires pour 120 salariés dont 40 pour Malengé. Sodeprint possède de son côté son

usine historique à Appoigny (Yonne) ainsi qu'une autre unité acquise en 2020, cette fois en Loire-Atlantique, dans l'emballage haut de gamme Signe des synergies envisagées, Stefan Kirstetter monte au capital du groupe dont il devient directeur de la R&D et de la RSE. Tandis que le capital connaît un reclassement en profondeur, avec le départ de Naxicap et l'arrivée d'Ouest Croissance, de BPI, et du lyonnais Capitem. On relèvera aussi l'arrivée au tour de table d'un business angel d'envergure à travers l'ancien capitaine d'industrie Patrick Colin (Unither). Et les cadres devraient se voir proposer également de monter au capital à court terme. Cette structuration financière doit donner à Sodeprint les moyens de nouvelles ambitions qui passeront aussi par de la croissance externe ■ **O.D.**

## LE SPÉCIALISTE DU CONTRÔLE D'ACCÈS CDVI TRIPLE SES CAPACITÉS

**BURY (OISE).** Connue via sa marque Digicode, la PMI réinternalise la production de ses cartes électroniques.

Inconnue du grand public, CDVI est en revanche célèbre pour l'une de ses marques, le fameux système d'accès Digicode. Implantée non loin de Creil, l'entreprise ne cesse de se développer sur ce marché en plein essor grâce à l'explosion du e-commerce et de la sécurité. Proposant 700 références, la PME investit 2 M€ sur son site afin, notamment, d'y relocaliser la production de cartes électroniques jusqu'à présent fabriquées en Chine. La fermeture hermétique du pays durant deux ans, les problèmes d'approvisionnement, le renchérissement du transport ou la maîtrise de la qualité ont décidé la PME à se doter d'une nouvelle ligne de très haute technologie. Son atout majeur ? Une cadence ultra rapide dans la pose des compo-

sants, et une précision élevée par les opérations de « vernissage » des cartes. Résultat : des coûts de production « presque moins élevés qu'en Asie », selon Marc Boullier, directeur de l'usine, et surtout une « réactivité accrue ». « Ces équipements diminuent nos coûts de production, mais aussi les déchets générés, donc le bilan environnemental de nos fabrications. Idem pour notre nouvelle presse de fabrication de bandeaux ventouse, les systèmes de fermeture électromagnétiques, qui a permis de réduire nos consommations d'eau », détaille-t-il. Grâce à ces gains de productivité, les capacités de production du site devraient tripler à terme, pour atteindre 330 000 cartes électroniques et 78,4 millions de composants (soit 56 000/heure) fabriqués chaque année.

Ces efforts vont encore se poursuivre cette année, le solde de l'enveloppe d'investissement, soit 200 K€, ayant été programmé pour équiper le site de panneaux photovoltaïques et d'éclairages 100% LED, qui contribueront à diminuer « de 50% par an la consom-



mation énergétique du site », selon Marc Boullier. CDVI est implanté depuis l'an 2000 à Bury. Avec sa cinquantaine de salariés, l'usine est le navire amiral du groupe familial, dont le siège est basé à Pantin. Au total, il emploie 280 salariés, dont 150 en France, pour 66 M€ de chiffre d'affaires, dont 70% à l'international, « notre moteur de croissance », selon le dirigeant. CDVI commercialise ses produits dans une quinzaine de pays, aux Etats-Unis, en Asie, en Afrique, mais aussi en Europe, où le groupe a ouvert sa dernière filiale, en 2020, en Allemagne ■ **G.R.**

# TCHAO MÉGOT TRANSFORME LES FILTRES DE CIGARETTE EN ISOLANT

**JULIEN PAQUE** a développé un procédé innovant permettant de recycler les vieux mégots de cigarette en une matière première valorisable.

Fumer nuit à la santé... mais aussi à l'environnement ! Dans l'Hexagone, 20 à 25 000 tonnes de mégots sont en effet jetés chaque année, chacun d'eux étant susceptible de polluer jusqu'à 500 litres d'eau. En fin de combustion, le filtre renferme environ 4 000 produits chimiques, tels que de l'ammoniac, de l'arsenic, du mercure ou du plomb. Un vrai fléau donc, pour lequel il n'existait aucune filière de recyclage. C'est pendant le confinement chez ses

parents, dans l'Oise, que Julien Paque, jeune diplômé de l'école des hautes études d'ingénieur (HEI) – Junia de Lille, crée sa start up TchaoMégot, dont la technologie vise à donner une seconde vie à ces déchets. Une fois les résidus de tabac retirés, le papier et la fibre pollués sont envoyés dans une machine où un solvant naturel, sans eau, permet de séparer les matières toxiques et (0,3% du poids), envoyées ensuite vers la filière d'élimination des déchets dangereux. Reste alors la fibre, sans odeur, qui peut être utilisée comme matériau d'isolation ou pour le rembourrage textile, de doudounes notamment. Protégé par six brevets français et internationaux, ce process, validé par l'Ineris, a valu à TchaoMégot d'être primé « *Green tech innovation* » par le ministère de la Transition écologique.

## UNE CARTE DES UTILISATIONS

Pour collecter la matière première – le point névralgique de toute filière de recyclage – la start-up a choisi d'installer ses propres cendriers et points de collecte. Actuellement, la SNCF, plusieurs hôpitaux et quelque 200 communes, dont Lille, ont déjà opté pour ce système. « *Nos cendriers brevetés sont conçus pour faciliter le vidage et éviter toute pollution. Nos agents assurent la collecte de ces bornes connectées permettant de dresser une carte des utilisations, ou de connaître le taux de remplissage* », détaille Julien Paque.

Pour faire face à son développement, TchaoMégot, qui emploie déjà 17 salariés, s'est installé sur un site de 1 500 m<sup>2</sup> à Bresles, près de Beauvais. De nouvelles machines, commandées en France moyennant 6 M€, devraient permettre à l'entreprise de traiter 300 tonnes de mégots par an – 100 fois plus qu'aujourd'hui – d'ici l'automne prochain. La start-up profite en effet du durcissement de la législation en matière de déchets, la loi AGEC de février 2020 imposant aux cigarettiers le principe du « *pollueur-payeur* » et l'obligation de mettre en place des filières de valorisation. Selon ses prévisions, le chiffre d'affaires de la société, 250 K€ en 2022, devrait bondir à « *1,5 M€ d'ici la fin de l'année 2023* », selon le dirigeant qui prévoit de recruter une quinzaine de salariés cette année. La start up travaille actuellement à un tour de financement, dont les détails ne sont pas encore précisés, afin d'ouvrir d'autres unités de recyclage dans le pays et sans doute, de se tourner vers l'international ■ **G.R.**

LE DIRIGEANT PRÉVOIT DE RECRUTER UNE QUINZAINE DE SALARIÉS CETTE ANNÉE



# NICOLAS DODRÉ ET VINCENT DUVAL RELANÇENT LE CHÂTEAU DE GÉZAINCOURT

Les deux entrepreneurs ont investi 2,5 M€ pour reprendre le château de Gézaincourt, dans la Somme, et y développer une activité de restauration, de réception, mais aussi d'événements d'entreprise.

Ils ont eu le « *coup de foudre* » pour le site. A respectivement 42 et 39 ans, Nicolas Dodré et Vincent Duval (photo) ont repris, en fin d'année dernière, le château de Gézaincourt. Située près de Doullens, cette bâtisse du milieu du XIXe siècle, construite au cœur d'un parc de 7,5 hectares, est longtemps restée entre les mains de la noblesse locale. Elle est ensuite devenue la propriété des houillères nationales, puis de la CAF de Valenciennes, qui y abritèrent leurs colonies de vacances jusqu'au début des années 2000. Près de vingt ans plus tard, le château a finalement été racheté par un couple d'entrepreneurs, Amélie et Henry Gouillart, qui y ouvrirent un restaurant, ainsi que des hébergements. Une aventure qui fut de courte durée, le décès du propriétaire conduisant à une cession. La propriété est donc finalement acquise par Nicolas Dodré et Vincent Duval. Les deux hommes n'en sont pas à leur coup d'essai en matière de reprise d'entreprise. Il y a cinq ans, ils ont déjà relancé le restaurant L'Osmoz, en plein centre-ville d'Amiens, qui propose depuis une cuisine élaborée, à prix abordable. A Gézaincourt, où les propriétaires ont investi quelque 2,5 M€, la recette est identique. « *Nous marchons dans les traces des précédents propriétaires, tout en pro-*



*posant des nouveautés* », explique Nicolas Dodré. Le restaurant de 70 couverts, ouvert du mercredi au dimanche midi, a été confié au chef Gérémy Gondre, qui y concocte une cuisine gastronomique élaborée à partir de produits locaux.

#### CLIENTÈLE ESSENTIELLEMENT LOCALE

Côté hébergement, les sept suites et le gîte de 14 personnes, installé dans une annexe, ont été conservés et un centre de bien-être a ouvert, avec piscine intérieure chauffée, jacuzzi et tables de massage. « *Nous avons aussi investi dans une grande terrasse de 300 m2 avec vue sur le parc* », détaille le dirigeant. Pour l'heure, la clientèle essentiellement locale, provient d'un « *périmètre compris entre la région parisienne, le Nord,*

*jusqu'en Belgique* », souligne Vincent Duval. D'avril à octobre, le château accueille notamment des mariages, grâce à une salle entièrement équipée, de 150 personnes environ. Tout au long de l'année, il abrite aussi des événements d'entreprise, comme ceux des services de l'Urssaf ou de la Fédération française d'équitation, par exemple. Assemblées générales, conventions, réunions de travail, peuvent se tenir dans les deux salles de séminaire de 70 et 50 m2, connectées et équipées en écran tactiles. « *Pour l'inauguration du château, le 11 mai, nous prévoyons un show surprenant, tout en musique et avec feux d'artifices* », annonce le propriétaire. Au sein de leurs deux établissements, Nicolas Dodré et Vincent Duval emploient une dizaine de personnes ■ **G.R.**



# L'ARCHITECTE DE VOTRE DÉMARCHE RESPONSABLE

## RSE INSIDE, C'EST

- Un diagnostic approfondi de la maturité RSE de votre entreprise
- Une définition de votre stratégie RSE et une structuration de votre démarche
- Un accompagnement opérationnel jusqu'à l'obtention d'un Label
- Un réseau d'experts mobilisés sur toutes les thématiques RSE



## Vous souhaitez faire des économies en optimisant vos flux d'énergie, matières, eau et déchets ?

# ÉCO-FLUX

Le Diag Éco-Flux est LE programme premium d'accompagnement personnalisé qui inscrit votre entreprise dans une trajectoire durable et vertueuse.

Ce dispositif propose aux entreprises de toute taille, l'expertise de bureaux d'études spécialisés en optimisation de flux.

### Contactez-nous !

Virginie CREDOZ  
contact@rse-inside.org  
40 rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq-en-Baroeul  
[www.rse-inside.fr](http://www.rse-inside.fr)

RSE Inside est référencé  
dans le cadre du dispositif



Opéré par



Financé par



# LA CCI HAUTS-DE-FRANCE RASSEMBLE SES FORMATIONS SOUS UNE SEULE BANNIÈRE

La nouvelle marque Laho, Terre de formations, réunit six établissements de la région et trente sites de formation du réseau consulaire. Explication.

C'est un jeu de mots qui espère dire bien plus. La CCI Hauts-de-France lance Laho, une marque unique qui rassemble toute son offre de formation sous un même nom. Un clin d'œil à la région qui se trouve « là-haut ». Pour le directeur général de la CCI, David Brusselle, « c'est aussi l'idée d'être au top de la formation », tandis que la base line, « Terre de formation », souligne l'ancrage territorial et la proximité.

La nouvelle appellation regroupe six établissements des Hauts-de-France proposant des formations professionnelles : Cerpreno (Roubaix), Tertia (Aulnoy-Les-Valenciennes), Siadep (Lens, Arras, Béthune, Douai), Startevo (Boulogne-sur-Mer, Calais, Leulinghem, Saint-Omer), CCI Aisne Formation (Laon, Saint-Quentin), et CCI Oise Formation (Beauvais, Nogent-sur-Oise, Compiègne, Monchy). On relèvera que le pôle Rubika de Valenciennes, à l'identité très spécifique, ne figure pas dans cet ensemble.

Comme l'explique Philippe Hourdain, le président de la CCI, « le temps est venu de parler d'une seule voix. Nous traversons une période de transition économique et écologique, et il est très important de former les chefs d'entreprises ». « L'enjeu, c'est d'être plus visible afin de mieux servir les entreprises



## Les chiffres clés

30 SITES DE FORMATION

300 SALARIÉS

1 500 PROFESSEURS

250 OFFRES DE FORMATIONS

70 DIPLOMES OU TITRES DU CAP AU BAC+5

40 000 PERSONNES FORMÉES CHAQUE ANNÉE

5 500 APPRENTIS

43 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

de la région, abonde David Brusselle. C'est la concrétisation d'un travail de quatre ans qui permet de faire converger toute l'offre de formation des Hauts-de-France. Ce sont six marques qui convergent sous la marque Laho, mais aussi 30 sites de formation et des moyens qui vont permettre des investissements».

De manière générale, ceux-ci porteront sur la rénovation des établissements, la transformation digitale afin de gagner en visibilité sur les plateformes et, enfin, l'innovation pédagogique et la capacité de renouveler les méthodes d'enseignement. « Notre attractivité passera par un élargissement de notre offre de formation vers les métiers de demain, comme ceux de la transition écologique », note Karine Charbonnier, la vice-présidente en charge de la formation de la CCI.

Aujourd'hui, la CCI est le premier acteur de la formation en direction des entre-

prises dans les Hauts-de-France. Chaque année, elle forme 40 000 personnes dans ses centres. Elle emploie 300 salariés et 1 500 professeurs, qui dispensent 250 formations, du commerce à la gestion en passant par le management, la logistique et la bureautique. Les formations initiales vont du CAP au Bac+5. En formation continue, la CCI s'adresse à un public très large : salariés et dirigeants d'entreprises, demandeurs d'emplois, retraités.

Présent lors de la soirée de lancement qui s'est déroulée le 5 avril dernier à Lille, Xavier Bertrand, le président de Région, a expliqué que « le véritable atout de la Région, c'est la jeunesse. C'est pourquoi on va mettre le paquet sur la formation ». La Région subventionne Laho à hauteur de 7,6 M€, pour des postes, des actions d'innovation pédagogique et de l'immobilier. Le chiffre d'affaires total de Laho s'élève à 43 M€ ■ Yann Suty



# MUTUELLE CERTIFIÉE B CORP

**M** comme **Mutuelle** prend soin de la communauté de ses clients et de ses collaborateurs en devenant une entreprise bonne pour le monde.



**Rejoignez-nous** [mcommemutuelle.com](https://mcommemutuelle.com)



## L'IMT NORD EUROPE INVENTE UN BÉTON RÉVOLUTIONNAIRE

L'école d'ingénieurs a mis au point un matériau bas carbone issu des déblais des travaux du métro Grand Paris Express. 40% d'émissions en moins pour un coût similaire au béton standard. Décoiffant.

**4**,4 millions de tonnes. La masse des émissions générées par le chantier du Grand Paris Express est considérable. Ce projet vise à créer un réseau de métro automatique autour de Paris, sous maîtrise d'ouvrage de la Société du Grand Paris (SGP). Cette dernière s'est rapprochée en 2020 de l'entreprise hallenoise Neo-Eco et de l'école d'ingénieur nordiste IMT Nord Europe pour lancer une expérimentation sur l'éventuelle valorisation des terres excavées des sous-sols du Grand Paris Express. Avec les argiles à meulière de la ligne 18, les chercheurs de l'ex-école des Mines-Télécom Lille-Douai ont formulé un béton composé de ciment bas carbone.

Celui-ci est obtenu par flash calcination, un processus de cuisson innovant. « Cette méthode de cuisson émet 80% moins de CO<sub>2</sub> que celle du béton stan-

*ard grâce à une température divisée par deux et une très forte diminution du temps de cuisson*, développe Mouhamadou Amar, enseignant-chercheur à l'IMT Nord Europe. *On passe de 1 450°C à 750°C et de plusieurs heures de cuisson à quelques secondes seulement ».*

Le béton vert dispose « d'une performance équivalente et jusqu'à 40% moins émissif qu'un béton traditionnel, mais aussi d'une innocuité environnementale validée par les tests de Neo-Eco. Le tout, pour un prix final n'excédant pas celui du béton standard », complète Romain Genna, chef de projet chez Neo-Eco. Ce nouveau matériau pourrait par la suite être réintégré dans les travaux du Grand Paris Express pour la fabrication de parois moulées, de structures internes ou utilisé comme béton de rechargement.

### ÉVOLUTION DES NORMES

Avec cette expérimentation, la SGP obtient une réponse à deux de ses engagements environnementaux : réduire de 25% les émissions carbone liées au chantier et valoriser 70% des déblais qui en sont issus. La seule ligne 18 du métro représente un gisement colossal : 180 000 m<sup>3</sup> d'argile, soit près de 300 000 tonnes de déblais

utilisables et disponibles à partir de cet été.

« On a prouvé que c'était possible. Maintenant, on espère des projets concrets », souffle Mouhamadou Amar. Car si l'alternative verte est fin prête à passer à la phase industrielle pour alimenter la filière BTP, reste encore le frein normatif à lever. Depuis fin 2022, il est possible d'utiliser des argiles calcinées dans la fabrication de ciment et donc de béton. Mais à des proportions minimes (5%). L'enseignant-chercheur l'affirme : « On pourrait aller bien au-delà... La limite est rarement technique ! » De son côté, John Tanguy, directeur de la stratégie de la SGP se veut optimiste « Il reste encore du temps avant 2030 et bien d'autres grands chantiers à venir ».

Le maître d'ouvrage a publié en libre accès les résultats de l'expérimentation dans l'espoir de la voir infuser chez les industriels ■ **Julie Kiavué**

L'EXPÉRIMENTATION A REPRÉSENTÉ 800 K€ DE BUDGET FINANCÉ AUX DEUX TIERS PAR LA SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS ET LE RESTE PAR L'ADEME.

# PARLONS AFFAIRES

UN PODCAST PROPOSÉ PAR

BANQUE  
POPULAIRE  
NORD 

La Banque Populaire du Nord  
vous donne rendez-vous  
tous les mois sur sa chaîne  
de Podcast **Parlons Affaires** !

Un rendez-vous d'une dizaine  
de minutes qui éclaire le monde  
de l'entreprise. Stratégie,  
investissements, croissance,  
évolutions juridiques, transformation  
digitale... Nos experts répondent  
aux enjeux des entrepreneurs !



Disponible sur :

 **deezer**

 **Apple  
Podcasts**

 **Spotify**

Banque Populaire du Nord - 40 Avenue de la République 59000 Lille - France - Société anonyme régie par le Droit Français à capital variable  
- 407 000 000 RCS Lille Métropole - Société à l'origine de l'activité de la Banque Populaire du Nord - 407 000 000 RCS Lille Métropole



Touchez les  
**40 000 LECTEURS MENSUELS\***  
de l'actualité économique et régionale  
des acteurs des Hauts-de-France



Réservez votre publicité

0 970 808 612  
[contact@rosseladvertising.fr](mailto:contact@rosseladvertising.fr)

\*source : Editeur Eco 121 - 2020

**AUDREY BUECHE**  
AVOCAT BIGNON LEBRAY

**PHILIPPE LARIVIÈRE**  
AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

## EGALIM 3 : COUP DE RABOT SUR LES PÉNALITÉS LOGISTIQUES

La guerre des prix et les tensions croissantes dans le cadre des négociations annuelles entre fournisseurs et distributeurs ont précipité l'adoption de la loi du 30 mars 2023 tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs, dite « loi Egalim 3 ». L'un des objectifs de cette loi nouvelle est d'encadrer et de préciser le régime des pénalités logistiques qui peuvent être infligées par les distributeurs aux fournisseurs, et qui ont été introduites il y a moins de deux ans par la loi Egalim 2, aux termes de l'article L.441-17 du Code de commerce.

Les nouvelles dispositions issues de la loi Egalim 3 prévoient ainsi, entre autres, une triple limite aux applications de pénalités logistiques, s'agissant de leur négociation, de leur étendue et de leur mise en œuvre.

Premièrement, la négociation des

pénalités de retard échappe au délai butoir du 1er mars. Il est en effet consacré une autonomie de la « convention logi-

stique » vis-à-vis de la convention récapitulative qui, elle, demeure soumise à l'échéance du 1er mars. La nature accessoire des pénalités logistiques par rapport à la convention récapitulative est confirmée, en ce que la résiliation ou l'arrivée à échéance de la convention logistique n'aura pas d'incidence sur l'application effective des conditions récapitulatives. Deuxièmement, la nouvelle rédaction de l'article L.441-17 du Code de commerce délimite l'étendue du montant des pénalités. Désor-

mais, le quantum des pénalités logistiques

est limité à un plafond équivalent à 2 % de la valeur des produits commandés relevant de la catégorie de produits au sein de laquelle l'inexécution d'engagements contractuels a été constatée.

Enfin, la mise en œuvre des pénalités se trouve complexifiée en ce que d'une part, il est introduit une prescription spéciale d'une année à compter de la survenance de l'inexécution contractuelle et en ce que d'autre part, il est désormais prévu à l'article L.441-19 du Code de commerce une obligation de communication des pénalités versées, appliquées et reçues. Ces encadrements multiples s'expliquent très certainement par la mise en évidence des pratiques abusives de certains distributeurs révélées lors d'une vaste enquête de la DGCCRF ayant donné lieu à des injonctions administratives de remise en conformité sous peine d'astreintes financières de plusieurs millions d'euros ■



“LES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI EGALIM 3 PRÉVOIENT UNE TRIPLE LIMITE AUX APPLICATIONS DE PÉNALITÉS LOGISTIQUES”

**BRUNO PLATEL**

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

## ABANDON DE POSTE : LA DÉMISSION PRÉSUMÉE, LE LICENCIEMENT EXCLU ?

L'article L1237-1-1 du code du travail issu de la loi du 21 décembre 2022 a institué un mécanisme innovant de présomption de démission du salarié qui a abandonné volontairement son poste de travail et ne reprend pas le travail après avoir été mis en demeure par l'employeur.

Malgré la médiatisation entourant ce dispositif, ce texte était inapplicable en l'état car la loi renvoyait sans raison évidente à un décret le soin de fixer la durée du délai imparti au salarié pour justifier de sa situation.

Attendu avec impatience ou anxiété selon les cas, le décret du 17 avril 2023 précise que le chef d'entreprise doit mettre en demeure le salarié de justifier de sa situation dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.



“CETTE RÉFORME EST LOIN DE SÉCURISER L'ENTREPRISE, BIEN AU CONTRAIRE”

L'objectif affiché par le législateur est de mettre un terme aux départs de salariés provoqués par des abandons de postes conduisant à des licenciements prononcés par l'employeur et donnant lieu à indemnisation chômage.

Si l'objectif est louable, on regrettera que cette réforme est loin de sécuriser l'entreprise, bien au contraire.

En effet, la loi comme le décret instaurent la possibilité pour le salarié de justifier de son absence et notamment pour des raisons médicales ou en raison d'une modification de son contrat de travail. Au-delà, cette démission présumée peut être contestée par le salarié devant le Conseil de Prud'hommes qui statue sur la nature de la rupture et les conséquences associées.

Ainsi, le Conseil de Prud'hommes pourra potentiellement requalifier cette rupture en licenciement avec pour conséquence automatique l'octroi de dommages et intérêts pour licen-

ciement sans cause réelle et sérieuse, à défaut de lettre de licenciement !

Dans ce contexte, l'entreprise pourrait être tentée de ne pas mobiliser ce texte en estimant que l'absence injustifiée du salarié malgré une mise en demeure ne caractérise pas forcément un abandon de poste « volontaire » et décider ainsi de mettre en œuvre une procédure de licenciement pour faute grave.

Si cette option n'est pas interdite par la loi, force est de constater que le Ministre du Travail semble l'exclure sur son site via un questions/réponses qui mentionne que « l'employeur n'aurait plus vocation à engager une procédure de licenciement pour faute » et ce sans aucun fondement légal!!

En synthèse, on peut douter de la réduction massive des abandons de postes que subissent les entreprises. On peut en revanche redouter l'exposition de l'entreprise à un risque prud'homal accru ■

« Il faut que je sois à la hauteur ! »  
 « Je veux que l'on soit satisfait de moi ! »  
 « Oui c'est possible ! » (mais en fait non)

« Je vais vous aider ! »  
 Ces réflexions vous ont-elles déjà traversé l'esprit ? Ces phrases font-elles partie de votre quotidien ? Elles résonnent chez vous car elles font appel à votre besoin d'être la femme ou l'homme de la situation, que l'on puisse compter sur vous. Stephen Karpman appelle cela le syndrome du sauveur dans son célèbre triangle dramatique.

Porter une cape de super-héros a des avantages : on vous trouve empathique, à l'écoute, généreux(se). Vous créez le lien facilement et vous êtes souvent au rendez-vous des attentes. Parfois même à un plus haut niveau que ce que l'on attend de vous. Elle s'active dans le cercle professionnel mais aussi privé.

Elle est cependant parfois lourde à porter.

D'abord pour les autres : vous donnez de l'aide mais sans savoir réellement

**CÉDRIC POZNIAK**  
 CONSULTANT ET COACH PROFESSIONNEL SPÉCIALISÉ  
 DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES MANAGERS ET DIRIGEANTS, QUINTESENS

## EXIT LE SUPER-HÉROS !

si l'autre avait besoin de ce type d'aide. Vous pourriez parfois vous mêler de ce qui ne vous regarde pas et être intrusif.

Ensuite pour vous : vous pensez aux autres avant de penser à vous-même, vous acceptez des situations qui vous coûtent en énergie et à la longue vous fatiguent.

Mais que fait-on de cela ? La première étape est de comprendre comment cette cape est venue sur vos épaules. Le plus souvent elle s'est installée dès votre plus jeune âge. Elle peut être le reflet d'un besoin inconditionnel d'être aimé, d'un moyen



**"LA PREMIÈRE ÉTAPE EST DE COMPRENDRE COMMENT CETTE CAPE EST VENUE SUR VOS ÉPAULES."**

de lutter contre une peur de l'abandon, d'une revanche à obtenir sur quelqu'un ou encore d'un sentiment d'avoir été rejeté ou comparé. Cette cape nourrit le fait que l'estime de vous-même repose avant tout sur le regard des autres.

La seconde étape, c'est d'identifier les moyens à votre disposition pour savoir, parfois, retirer votre cape.

L'un des antidotes est de rétablir l'estime de vous-même. Créez un cercle vertueux en notant chaque soir vos 3 fiertés personnelles, cela peut vous aider à vous détacher du regard des autres.

Un autre antidote est de faire formuler à vos interlocuteurs une demande: « as-tu besoin de mon aide », « as-tu une demande à me faire ? » plutôt que de leur imposer votre aide.

Enfin, posez-vous la question suivante : « quand je dis non à quelque chose ou à quelqu'un, à quoi je dis oui à la place ? » Direz-vous oui à vous-même ? A une meilleure équité ?

A laisser de l'autonomie à votre interlocuteur ? Vous trouverez vite votre réponse... ■

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR [WWW.ECO121.FR](http://WWW.ECO121.FR)

03 55 33 21 05

## Bulletin d'abonnement

**OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :**

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)



### Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
 SOCIÉTÉ / ORGANISATION \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
 VILLE \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_  
 E-MAIL \_\_\_\_\_

**éco** 121  
 ECOPRESSE - PARC RIVÉO  
 300 RUE DE LILLE  
 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE



## CARTOGRAPHIE

Ils sont onze artistes français. Et chacun d'eux dispose d'une sensibilité artistique intrinsèquement marquée par le voyage et, plus largement, par la cartographie. Paysage, tracé de chemins, imaginaire des mappemondes, traversées de frontières... le Colysée de Lambersart présente leurs œuvres tout l'été à travers l'expo « Déplier le monde, un petit tour dans l'univers de la cartographie ».

A découvrir jusqu'au 27 août. Du lundi au jeudi de 8h30 à 17h30. Jusqu'à 12h30 le vendredi. Infos au 03 20 00 60 06 et sur [lambersart.fr](http://lambersart.fr)

## LATITUDES LILLOISES

Pour ses 20 ans, le festival Latitudes contemporaines met l'accent sur la transmission, les transitions et les révolutions. Dans la programmation, ce fil rouge se traduira par des champs artistiques hybrides. De la danse au théâtre, de la performance aux concerts, en passant par des projections. L'occasion de découvrir l'univers d'artistes émergents aux côtés de grands noms de la scène contemporaine. A Lille, Roubaix, Villeneuve d'Ascq et Loos.

Du 6 au 28 juin.

Programmation et billetterie sur [latitudescontemporaines.com](http://latitudescontemporaines.com)

© Collectif Display - GPSSO - Anne Sophie Brunet - Sensartom

## LACOMBE LE VICTORIEN À HARDELLOT

L'auteur, illustrateur et peintre Benjamin Lacombe, représentant phare de la nouvelle illustration française, s'expose depuis un mois au Château d'Hardelot. Il y présente jusqu'à l'automne son univers visuel singulier nourri d'influences variées, de Tim Burton à Walt Disney, en passant par les mangas et la renaissance italienne. A travers une sélection d'illustrations originales inspirées de l'époque victorienne.

Jusqu'au 5 novembre. Du mardi au dimanche de 10h à 12h30 - de 13h30 à 18h. 3€/5€. Billetterie sur [www.chateau-hardelot.fr](http://www.chateau-hardelot.fr)  
1 Rue de la Source à Condette



© AYZ

## SUR LES RAILS DU VAL

25 avril 1983. Ce jour-là, était inauguré le métro de Lille en présence du président de la République François Mitterrand. 40 ans plus tard, Jean-Michel Stievenard, ancien maire de Villeneuve d'Ascq, revient sur cette prouesse technique (et enjeu politique) qu'est le premier métro automatique au monde.

Egalement appelé le VAL.

« Le VAL, histoire du métro de Lille » aux éditions Gilles Guillon.

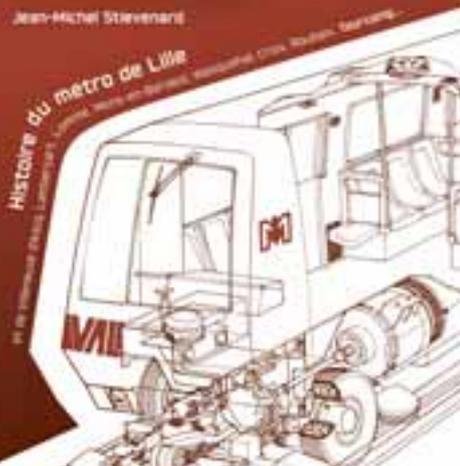
23€.

Commande sur [www.gillesguillon.com](http://www.gillesguillon.com)

## Le VAL

Jean-Michel Stievenard

Histoire du métro de Lille



## PLONGÉE POUR UNE BONNE AVENTURE

48 heures pour faire le plein de vitamine D. Voilà la promesse du festival La Bonne Aventure pour sa 6e édition prévue fin juin. Les Nuits Secrètes, l'association organisatrice, donne rendez-vous autour de la digue de Malo-les-Bains pour un plongeon dans une programmation riche en concerts, animations, ateliers et rencontres.

24 et 25 juin. Gratuit  
Programmation et billetterie sur [labonneaventurefestival.com](http://labonneaventurefestival.com)

© Rémi Debreu





## PAYSAGE LENSOIS

Avec « Paysage. Fenêtre sur la nature », le Louvre-Lens place sa saison sous le signe de la sensorialité et de la nature. Le parcours, riche de près de 200 œuvres et de deux espaces cinéma, invite à la balade dans les coulisses de la fabrique du paysage artistique, de la Renaissance à nos jours. Il sera couplé à une série de visites, activités, spectacles et conférences pour une expérience dépaysante et poétique à 360°. Jusqu'au 24 juillet. Tous les jours, sauf le mardi, de 10h à 18h. 11€. [www.louvre-lens.fr](http://www.louvre-lens.fr) - 03 21 18 62 62

© Louvre-Lens/Laurent Lamazz



© A. Richard

3 QUESTIONS À...

## Anne-Claire Laronde

directrice du musée des Beaux-Arts de Calais et de la Cité de la dentelle et de la mode

*“Rendre le musée accessible. Notamment aux non initiés à l’histoire de l’art”*

### En travaux depuis l’automne, le musée des Beaux-Arts de Calais se dote d’un nouveau parcours. Quelles seront les nouveautés ?

Depuis une dizaine d’années, le musée des Beaux-Arts retrouve son identité. Seul, sans le musée de la Cité de la Dentelle avec qui il était lié auparavant. Depuis 5-6 ans, on repense le parcours au sein du musée. Nous avons d’abord travaillé sur les expositions. En élargissant la définition de l’art avec une intégration du street art ou encore la bande dessinée, par exemple. Et non plus seulement se concentrer sur l’art contemporain. On fait de même avec les travaux actuels mais en travaillant cette

fois sur les collections du musée. L’idée à terme est de rendre ce dernier accessible et facile à comprendre au plus grand nombre. Notamment aux non initiés à l’histoire de l’art.

### Comment cela va-t-il se traduire ?

On a voulu donner des clés de lecture sur trois périodes, le XIXe siècle, le XXe et le XXIe. Correspondants à l’art ancien, l’art moderne et enfin le contemporain. Chacune des périodes sera mise en scène et thématisée avec des environnements spécifiques. Chaque époque a sa vision de l’art, son regard sur les artistes et on veut mettre ça en lumière. On débutera par une introduction sur le musée disparu. Ce musée qui a été détruit par un incendie en 1940. Plusieurs pièces qui portent encore les traces de cet événement ou les stigmates des deux grandes guerres seront dévoilées. Seront aussi présentées, des donations d’artistes du XIXe siècles à nos

jours ou encore des œuvres sur l’histoire de la ville de Calais. Au total, 250 œuvres seront exposées rien que sur le nouveau parcours. Cette transformation du musée, qui a nécessité 130 K€, en appellera d’autres par la suite.

### Quand ouvriront les portes et quelles sont vos attentes de fréquentation ?

L’inauguration est prévue le 12 mai avec la présentation d’une donation du sculpteur Henri Demlcombe qui est né dans le Calaisis mais qui a fait toute sa carrière en région parisienne. Par la suite, ses œuvres — qui reviennent sur 60 ans de création — seront exposées dans un espace dédié. L’ouverture officielle du musée sera le 13 mai. Il accueille annuellement 20 000 visiteurs. Avec ce nouveau parcours, nous ne fixons pas forcément d’objectif chiffré... outre celui de maintenir le niveau de fréquentation.

Recueilli par Julie Kiavué

# Le goût d'ECO121

COMME TOUS LES MOIS, **DIDIER NICOLAS** POSE SON REGARD INDÉPENDANT SUR UN ÉTABLISSEMENT DE LA RÉGION. DE MOIS-CI, **LE COMPTOIR**, À WAHAGNIES.



## Le Comptoir : une table discrète de grande classe

C'est entre Phalempin et Libercourt que cet établissement sans fard offre une cuisine classique de haut vol, remarquable de maîtrise, sous la houlette de son chef Grégory Burgeat.

Le chef lillois au bandeau, Grégory Burgeat, s'est retiré en Pévèle à Wahagnies. Après un BTS cuisine au lycée Michel Servet, il fit son expérience à l'ancien château de Montreuil, à l'Auberge de la Garenne, à la Laiterie avec Benoît Bernard (Eco121 n°128), puis à l'Esplanade avec Christophe Scherpepele (Eco121 n°118). Il créa ensuite le B à Attiches qui rencontra un vif succès durant sept ans. Puis après quelques années de conseil et d'interventions privées, il ouvre Le Comptoir, sur la place de Wahagnies, d'un format moins stressant, avec sa compagne Allison, formée aussi à Michel Servet, avec la volonté de partager sa passion d'une cuisine classique de haute tenue, qui n'a nul besoin d'être « revisitée », et des vins de producteurs.

Le restaurant d'une trentaine de couverts est une salle carrée, à plafond bas, murs gris, bois clair, bar noir, aux tables espacées d'où l'on peut voir le chef s'affairer dans la cuisine totalement ouverte.

Au déjeuner, en plus de la carte, un plat du jour renouvelé quotidiennement est proposé à 16€. Cette semaine, c'était échine de cochon braisée, poulet au

curry, brandade de cabillaud, saucisse de Morteaux gratinée à la moutarde.

A la carte et lors de notre visite, en amuse-bouche un cake au couteau et ail des ours, léger et parfumé, précéda une remarquable terrine de foie de volaille et un carpaccio de tête de veau tiède, mimosa et sauce moutarde délicate. En guise de plat, la gourmandise fut comblée par un paleron braisé à la bière, tendre à manger à la cuillère (que l'on eut aimé un peu plus garni de pommes fondantes) et une belle pomme de ris de veau braisée, comme nous n'en avons pas mangé depuis longtemps, accompagnée d'une riche purée soyeuse et d'asperges vertes. Il y avait aussi des saint-jacques (fraîchement ouvertes) rôties au lard, un skrei, asperges et crumble de parmesan, une déclinaison d'agneau ou une bavette d'angus. Parfois même, il peut y avoir un rognon de veau rôti entier dans sa graisse, mais mieux vaut l'assurer à la réservation. Après les bons fromages affinés à l'ancienne par le MOF Xavier, un fondant au chocolat, cacahuètes caramélisées et tuile au carambar très gourmand clôture les agapes. On aura compris qu'ici, les assiettes ne sont pas des amuse-

bouche et ne sont pas faites pour la photo mais pour le régal du gourmet. Tous les vins dégustés, roussillon, saucerre rouge, saint-joseph, côtes-du-Rhône, même le saumur-champigny, de petits producteurs connus du chef, avaient une franche personnalité. Pain d'Alex Croquet et service charmant d'Allison.

Le Comptoir propose, un dimanche sur deux, un brunch sur table, composé de 10 services et 3 boissons (40€). Voici une bonne adresse comme il y en a peu. Wahagnies est à une vingtaine de kilomètres de Lille.

Et sans problème de stationnement.

**Didier Nicolas**



**LE COMPTOIR**  
Midi 16€ plat du jour, carte environ 40€  
Le Comptoir, 108 rue Anatole France, 59261  
Wahagnies  
ouvert du mardi au vendredi 12h-14h  
vendredi et samedi 18h30-21h30  
brunch dimanche midi 1 sur 2  
T 03 20 73 15 60  
www.lecomptoir.net

# LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ SE JOUE AUSSI AU NIVEAU LOCAL.

Environnementaux, économiques, sociaux... nous faisons face aujourd'hui à des défis sans précédent. Pour les relever et pour construire ensemble un avenir meilleur, nous, 15 Caisses d'Épargne, sommes persuadées que le chemin le plus court est le plus efficace.

Nous pensons que c'est en décidant et en agissant localement, au plus proche de vous, que nous serons les plus utiles pour transformer la société.

## NOUS SOMMES 100 % COOPÉRATIVES.

Ce sont les 2 500 représentants de nos 4,3 millions de clients sociétaires qui décident des orientations que doit prendre l'argent qui nous est confié. Ce modèle coopératif nous permet d'agir dans l'intérêt général en adoptant une vision à long terme.

Parce que nous sommes des banques-assurances coopératives, nous n'avons pas d'autres intérêts à servir que les vôtres.

## NOUS SOMMES 100 % RÉGIONALES.

Parce que nous sommes 15 Caisses d'Épargne, 15 entreprises régionales, nous prenons les décisions au niveau local, en circuit court, pour un impact au cœur des territoires.

Nous réinvestissons votre épargne là où vous vivez : l'argent que vous nous confiez vous profite doublement. Il sert à financer vos projets mais aussi les entreprises, les énergies renouvelables, les écoles, les hôpitaux, les associations, la culture, les collectivités et le logement social au plus près de chez vous.

## 100 % UTILES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DES TERRITOIRES.

C'est notre mission depuis plus de 200 ans, et, aujourd'hui, pour accélérer ces transitions, les 15 Caisses d'Épargne s'engagent en déployant dans toutes les régions de France

**LE CONTRAT D'UTILITÉ**, des actes concrets qui se conjuguent au présent et au futur.

Afin d'être, pour vous et votre avenir, plus utiles que jamais.

Découvrez nos actes engageants sur : [plusprocheplusutile.fr](http://plusprocheplusutile.fr)

CAISSE  
D'ÉPARGNE  
HAUTS DE  
FRANCE



Entreprise



Certifiée

1/3

Quand on est la banque  
**d'une PME sur trois,**  
on est forcément acteur  
de l'économie locale.



RECONSTRUISONS DANS UN MONDE QUI BOUGE.